

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1815 - 16 mai 2003 - prix : 1 €

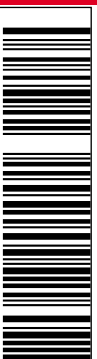


**Forcer Chirac
et Raffarin
à remballer
leurs projets**

**Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin
(week-end de la Pentecôte)**

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
à Presles (Val-d'Oise)

M 06189 - 1815 - F: 1,00 €



Sommaire

Retraites

- p 4 ■ Les mensonges du gouvernement.
■ Ce qui nous attend.
- P 5 ■ Un patronat qui se débarrasse des plus âgés !
■ Solidarité ouvrière.
- P 6 ■ Liberté d'avoir des retraites misérables...
■ Le PS derrière Fillon-Raffarin.

Tribune

- p 6 ■ Mai 68, mai 2003 ?

13 mai

- p 7 ■ Le succès des manifestations
■ Le droit de la rue de faire la loi.
- P 8 ■ Education nationale : un succès qui montre qu'on peut gagner
■ RATP : des hésitations... mais on continue !
- P 9 ■ SNCF : le 13, un tremplin...
- p 10 ■ Novembre-décembre 1995, comment Juppé dut remballer son plan

Leur société

- p 11 ■ RMA, zéro tracas pour le patronat.
■ Prestige, les pollueurs ne veulent pas payer !
■ Droit d'asile et grève de la faim.

Dans les entreprises

- p 12 ■ Non aux nouveaux horaires à la Poste CTC de Bordeaux
■ Grève des médecins urgentistes en région parisienne.

Dans le monde

- p 13 ■ Irak : le retour à l'ère du mandat
- p 14 ■ Reconstruction de l'Irak, une affaire pour les capitalistes.
■ Israël : une feuille de route bien mal partie.
■ Arabie saoudite : l'attentat de Riyad
- p 15 ■ Pologne : chute du niveau de vie des travailleurs.
■ Tchétchénie : la sale guerre continue.

Fête de Lutte Ouvrière

- p 16 ■ 7, 8 et 9 juin, le programme.

Hausse du prix du gaz

TRUSTS PÉTROLIERS, GAZIERS ET ÉTAT S'EN METTENT PLEIN LES COFFRES

Depuis le 1^{er} mai, le tarif du gaz vendu par Gaz de France a augmenté de 4 %. Ce n'est pas la première fois, et c'est un scandale de plus.

Le gouvernement a hésité avant de donner l'autorisation pour cette hausse. Cela dépendait des cours du pétrole, dont on ne savait pas très bien, durant quelques jours, s'ils allaient monter ou descendre. Cette fois c'est sûr, paraît-il, le cours du brut est résolument orienté à la hausse.

On aurait pu s'attendre à ce que la capture par les États-Unis et la Grande-Bretagne des champs pétrolifères irakiens, tombés intacts entre leurs mains, augmente la production et fasse baisser les prix. Mais une intense spéculation de la part des trusts pétroliers a abouti à l'inverse. Il semble que l'Opep ainsi que les États-Unis aient maintenu la production à un niveau calculé pour obtenir un prix élevé du baril.

Les trusts pétroliers profitent donc de cette manne financière. Mais les États comme la France, qui taxent énormément les carburants (environ 80 %), s'enrichissent encore plus. Dix centimes d'euro de plus sur le cours du brut, c'est environ 50 centimes de plus pour le consommateur.

Et pendant que Chirac évoque (pour une date indéterminée il est vrai) la baisse des impôts sur le revenu, les impôts sur l'essence ne cessent d'augmenter.

Là-dessus vient se greffer le prix du gaz. Le cours du gaz est indexé au niveau international sur celui du pétrole. Sans autre raison que de permettre aux compagnies gazières (généralement les mêmes que les trusts pétroliers) d'engranger automatiquement des superbénéfices.

Gaz de France, il est vrai, ne produit quasiment pas de gaz naturel et doit donc l'acheter à l'étranger, en principe aux prix du marché. Mais les contrats avec les fournisseurs (Algérie,

ENCORE UN MENSONGE !

Raffarin affirme que sa « réforme » répond à la volonté « d'une large majorité de Français ».

Mais plusieurs sondages viennent justement de le faire mentir. *Libération* a publié un sondage Louis-Harris dans lequel 60 % des personnes interrogées estiment que « les fonctionnaires ont raison de se mobiliser pour défendre l'actuel système de retraites ».

De son côté le CSA a demandé aux personnes sondées pour *Le Parisien* quelle était leur attitude à l'égard de la manifestation du 13 mai « pour la défense des retraites ».

tes et contre le projet actuel du gouvernement ». 64 % d'entre elles ont répondu qu'elles soutenaient la manifestation ou avaient de la sympathie pour elle. A la même question posée en 1995, seuls 54 % des sondés s'étaient dits favorables à la journée de grève du 24 novembre.

C'est dire que près des deux tiers de la population ne sont pas dupes des mensonges du gouvernement. Et la proportion est sans doute encore plus importante chez les salariés ! Un encouragement à ne pas laisser faire !

D.C.

Russie, etc.) sont souvent conclus à long terme, et le prix des fournitures de gaz ne varie donc pas nécessairement au jour le jour. Il n'est pas dit du tout que Gaz de France paye plus cher le gaz, en tout cas pas la totalité.

L'explication selon laquelle Gaz de France serait bien obligé de vendre plus cher un gaz acheté plus cher n'est pas donc pas nécessairement fondée.

Ajoutons que la situation financière de Gaz de France est excellente, et que GDF pourrait parfaitement se passer de la hausse de 4 %, qui vient après bien d'autres. Seulement Gaz de France est promis à une ouverture de son capital, et

EDF aussi, bien que pour plus tard.

Il faut donc rendre cette société la plus attractive possible. Les 4 % de hausse, c'est ce que les consommateurs payent d'avance pour les capitalistes futurs investisseurs – et profiteurs – dans Gaz de France.

Et quand ceux-ci seront dans la place, c'est-à-dire quand l'ouverture du capital de Gaz de France sera effectivement réalisée, il faudra leur payer en plus leurs dividendes.

Mais en attendant l'État prépare la dot de la mariée. Et ce sont les consommateurs qui financent.

André VICTOR

Fêtes de Lutte Ouvrière

● BOURGES

Samedi 17 mai
à partir de 15 h
salle Germinal

● MARSEILLE

Dimanche 18 mai
à partir de 11 h 30
Parc de Valabre à Gardanne
Navette de bus gratuite à partir de
la gare routière Saint-Charles à Marseille

● PERPIGNAN

Banquet
Dimanche 1^{er} juin
à partir de 11 heures
Chapelle Saint-Pierre à Clairac

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

**Après le 13 mai
TOUS ENSEMBLE,**

FORCER CHIRAC ET RAFFARIN À REMBALLER LEURS PROJETS

■ Les appels à la grève et à la manifestation lancés pour le mardi 13 mai ont été suivis massivement. Dans toutes les villes du pays, des manifestations nombreuses et combatives ont parcouru les rues. Les grèves ont été massives dans les transports, dans l'enseignement et toute la Fonction publique, mais aussi dans de très nombreuses entreprises privées, où l'activité s'est arrêtée, montrant que les tentatives du gouvernement de diviser salariés du secteur public et du secteur privé ont fait long feu.

Le Premier ministre, Raffarin, a déclaré que ce qu'il appelle « la réforme » des retraites passera de toute façon, et que « *ce n'est pas la rue qui gouverne* ». Mais Chirac, Raffarin et Fillon ne gouvernent pas plus : ils obéissent au MEDEF. Derrière toutes les arguties développées sur la nécessité d'augmenter les années de cotisation et d'élever l'âge de la retraite, il n'y a rien d'autre que la volonté du patronat de payer toujours moins, que ce soit pour les salaires ou pour les retraites, que ce soit directement, pour ceux du secteur privé, ou indirectement pour ceux du secteur public.

Si on laisse faire, ce seront bientôt tous les travailleurs qui devront avoir travaillé au moins quarante et un ou quarante-deux ans pour pouvoir partir à la retraite avec une pension complète. Il faudra cotiser plus, et plus longtemps, pour toucher moins, d'autant que les patrons continueront en fait à se débarrasser des travailleurs ayant dépassé la cinquantaine, avec toutes les conséquences qui en découlent quant au nombre d'annuités et au montant de la retraite.

Tout cela signifie un abaissement programmé du niveau de vie des retraités, d'autant plus choquant qu'en dépit du chômage on produit chaque année plus de richesses, parce que la productivité du travail

ne cesse d'augmenter. Cela n'est pas seulement le fruit du progrès technique. C'est aussi le produit des surcharges de travail dues aux suppressions d'emplois, des cadences infernales et des horaires déments que subissent d'innombrables travailleurs. Ce sont les salariés qui en font les frais. C'est le grand patronat, ce sont les possesseurs de capitaux, qui empochent les bénéficiaires. Mais pour Chirac et Raffarin, il n'est pas question de prendre sur les profits de ces gens-là pour maintenir le niveau des retraites, même pas d'augmenter le taux des cotisations patronales.

Que pour le gouvernement ce soit aux seuls salariés de payer, Raffarin l'a dit très clairement à la télévision : « *On doit faire des économies, parce qu'il faut financer la baisse des charges, la baisse des impôts* ». La baisse des charges sociales, c'est-à-dire des cotisations patronales pour la Sécurité sociale ou les retraites, c'est un cadeau au patronat, au détriment des droits des travailleurs. La baisse des impôts, c'est surtout les hauts revenus, les riches, qui en bénéficient. Ce serait, nous dit-on, pour favoriser la création d'emplois. Mais cela aussi c'est un mensonge éhonté. Cela fait trente ans, depuis que le chômage s'est développé, que l'on nous sert le même discours. Mais les subventions, les baisses de charges, le patronat les empoche, et il n'embauche que quand cela lui rapporte.

C'est maintenant qu'il faut donner un coup d'arrêt à l'offensive lancée par le gouvernement et le patronat, et c'est tous ensemble, car elle vise tout le monde du travail. Elle vise les travailleurs du secteur privé comme ceux du secteur public. Elle vise aussi tout autant les travailleurs bénéficiant d'un régime de retraite spécial, comme les cheminots ou l'EDF, même si le gouvernement de Chirac-Raffarin a préféré dissocier

leur cas. Il tente ainsi de diviser, mais c'est pour mieux s'en prendre à ces travailleurs plus tard quand il aura réussi à les isoler et à les présenter comme des « privilégiés ». Eux aussi doivent réagir dès maintenant, avec tous les autres, comme beaucoup l'ont fait en participant aux manifestations du 13 mai, voire en poursuivant le mouvement au lendemain de celles-ci.

Il ne suffira évidemment pas d'une seule journée d'action pour faire reculer Chirac et Raffarin. Les directions syndicales ont beau parler « d'épreuve de force », elles ne sont pas forcément déterminées à faire reculer le gouvernement. Celui-ci compte se servir de cette situation, en faisant semblant d'accepter de discuter avec les syndicats, pour faire passer malgré tout ses mesures, et cela dans les jours qui viennent.

Alors c'est dans les jours qui viennent qu'il faut aussi contraindre le gouvernement et le patronat à ravalier leur sale projet, et cela est possible. Avec le succès de la journée du 13 mai, les travailleurs ont pu mesurer leur nombre et la force qu'ils représentent dans le pays. Maintenant il faut développer partout la mobilisation, les manifestations, les grèves, et cette force peut alors faire suffisamment peur au gouvernement pour le faire reculer.

La journée réussie du 13 mai est un encouragement pour tous ceux qui veulent développer la lutte. Elle peut être le point de départ d'un véritable mouvement d'ensemble des travailleurs. « *Tous ensemble, tous ensemble, grève* », disait le slogan du mouvement de novembre-décembre 1995 qui avait obligé le gouvernement Juppé à retirer son plan. Il faut obliger de la même façon Chirac, Raffarin, et derrière eux le patronat, à remballer toutes leurs attaques.

Arlette LAGUILLER

LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT

Peu avant la journée du 13 mai, Raffarin s'est payé une pleine page dans les journaux pour justifier son attaque en règle contre les retraites. C'est évidemment un tissu de mensonges qui jette une lumière crue sur la mauvaise foi du Premier ministre.

Il reprend le prétexte de la démographie (un actif pour un retraité en 2020 contre deux aujourd'hui) pour affirmer : « *Si nous ne faisons rien aujourd'hui, dans moins de 20 ans nos pensions seront réduites de moitié* » comme s'il s'agissait d'un simple calcul arithmétique ! Cela n'a rien à voir.

EFFORT PARTAGÉ... TOUJOURS PAR LES MÊMES

D'ailleurs, quand le ministre nous rappelle qu'il y avait en 1960 quatre actifs pour un retraité, comment explique-t-il qu'à l'époque les pensions de retraite étaient si minables et que les vieux travailleurs étaient qualifiés « d'économiquement faibles » ? Il a fallu que les salaires augmentent et que les règles de calcul des retraites soient améliorées pour que la pauvreté et le dénuement régressent progressivement parmi les vieux travailleurs et rejoignent le même niveau de pauvreté que l'ensemble de la population – ce qui est encore considérable. Cette amélioration a eu lieu alors que le nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités a justement été divisé par deux. C'est que, d'une part, le revenu national, c'est-à-dire la quantité de richesses produites, a dans le

même temps été multiplié par trois ou quatre. Et que les travailleurs en ont profité, un peu, mais beaucoup moins que le patronat.

C'est ce calcul, social et non pas arithmétique, que les gouvernements et les experts à leur solde s'efforcent de nous cacher. Car la vérité, c'est que le patronat entend bien être le seul dans les années à venir à profiter de l'augmentation de la productivité et du revenu national. Non seulement il ne veut rien laisser aux travailleurs, qui sont pourtant ceux qui produisent ces richesses, mais il entend encore continuer à réduire leur part comme il s'y emploie, malheureusement avec succès, depuis un quart de siècle.

Si, par contre, la part des travailleurs augmentait, les salaires pourraient être augmentés et les retraites aussi !

Et c'est tout à fait possible car de l'argent, il y en a. On voudrait nous faire croire qu'il n'y aurait plus d'argent pour payer les retraites dans un proche avenir. Certes les caisses pourraient bien finir par se vider si l'État continue à puiser dans les caisses du régime général pour payer des prestations qui devraient être à sa charge et pour faire des cadeaux aux patrons en les exonérant de plus en plus de cotisations sociales, et si dans le même temps, alors que les salaires continuent à être rognés par le chômage et la précarité, on veut obliger les salariés et eux seuls à financer les retraites. Cela implique en effet une réduction considérable du niveau de vie des salariés comme des retraités.

C'est là la méthode du gouvernement, ce que Raffarin

appelle avec un culot monstre « un effort partagé » ! C'est un effort partagé entre salariés et retraités, un effort du monde du travail et de lui seul, un effort auquel le patronat n'est pas le moins du monde associé. Au contraire, puisque c'est encore l'occasion pour le gouvernement de lui dispenser de nouvelles aides, sous prétexte de l'inciter à garder les travailleurs âgés au travail plus longtemps.

LE PATRONAT DOIT PAYER

Mais si on exigeait d'abord que la Sécurité sociale ne serve plus de vache à lait au patronat et à l'État et que celui-ci lui paye tout ce qu'il doit, cela ferait des dizaines de milliards de francs supplémentaires chaque année. Et puis il faudrait exiger que le patronat paye sa part. Avant la crise, la protection sociale était financée à hauteur de 80 % par le patronat et de 20 % par les cotisations des salariés. Dans les années 1990, la part patronale est tombée à 60 % et celle des travailleurs est montée à 40 %. Aujourd'hui, alors que les exonérations de charges sociales se sont poursuivies pour le patronat, remplacées parfois par des impôts payés par les salariés, les chômeurs et les retraités, comme la CSG, il est impossible de savoir quelle part est réellement payée par le patronat, mais il est



certain qu'elle a encore fortement baissé.

Aujourd'hui les richesses produites sont utilisées d'abord pour garantir les profits des patrons et les dividendes des actionnaires. Mais il faudrait au contraire qu'elles servent d'abord à permettre aux travailleurs de vivre décemment, qu'ils soient en activité ou retraités. Car c'est le travail de la classe ouvrière qui produit toutes ces richesses, de plus en plus accaparées par une minorité d'exploiteurs qui se croient tout permis. La société n'a jamais été aussi riche (la productivité horaire du travail a été multipliée par 16 en un siècle) ; mais il faudrait que les travailleurs se

sacrifient encore pour accroître la richesse d'une minorité insatiable.

Les travailleurs ont les moyens de mettre un coup d'arrêt à cette attaque. Ils peuvent refuser de se laisser dépouiller et réduire à la portion congrue. Ils peuvent exiger du patronat qu'il rende une partie de ce qu'il a volé et qu'il paye ce qu'il faut pour que les vieux travailleurs aient tous les moyens de vivre « une nouvelle vie » après une vie de labeur et d'exploitation.

Les travailleurs ont déjà trop donné. C'est aux patrons de payer !

Dominique CHABLIS

Ce qui nous attend

C'est la majorité des salariés qui seraient réduits à la misère durant leurs vieux jours si le projet du gouvernement passait.

Ce qu'il appelle « garantir l'avenir des retraites », c'est promettre aux smicards des pensions qui ne soient pas inférieures à 75 % du Smic. C'est bien moins qu'aujourd'hui.

Cela ne représente que 682 euros, soit 4 472 F par mois. C'est un peu plus de 681 F de plus que le minimum vieillesse, actuellement de 578 euros (3 791 F), dont de nombreux travailleurs devront se contenter après avoir été victimes du temps partiel et de la précarité. Car cette retraite mirobolante de 4 472 F n'est promise qu'à ceux qui auront eu « une carrière complète », c'est-à-dire qui

auront trimé à plein temps pendant 40 ans payés au Smic.

Mais il ne faut pas croire que les salariés qui gagnent plus que le Smic toucheront beaucoup plus. Car à ceux-là Raffarin ne promet que 66 % de leur salaire de référence. A ne pas confondre avec le dernier salaire, le salaire de référence est la moyenne des 25 meilleures années revalorisées en fonction de la hausse des prix. Ce salaire de référence est en général nettement inférieur au salaire touché avant de prendre sa retraite. Pour avoir un salaire de référence de 8 000 F par exemple, il faut toucher en fin de carrière un salaire bien supérieur ; mais au moment du départ en retraite la pension versée ne sera que de 66 % de 8 000 F, c'est-à-dire 5 300 F,



moins que les 5 962 F du Smic net (909) euros ! Et cela concerne plus de la moitié des salariés du privé, en attendant de concerner aussi ceux du public lorsque le gouvernement aura réussi à les mettre au même régime.

« Si nous ne faisons rien aujourd'hui » voilà à quelle sauce nous serons assaisonnés. Autant dire qu'il faut non seulement faire reculer Raffarin mais aussi revenir sur les mesures Balladur !

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

LES RETRAITES : faire face à l'attaque qui se prépare contre la classe ouvrière

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

Prix : 1,5 euro par brochure.
Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro par brochure

UN PATRONAT QUI SE DÉBARRASSE DES PLUS ÂGÉS !

Alors que gouvernement et patronat veulent allonger le nombre d'annuités ouvrant droit à la retraite, des journalistes ou hommes politiques invoquent à ce propos ce qu'ils appellent un « paradoxe ». À les en croire, il serait paradoxal que l'âge moyen réel de cessation d'activité dans ce pays soit d'environ 57 ans, alors qu'il faudrait, selon eux, repousser l'âge de départ en retraite au-delà de 60 ans.

Chacun sait bien pourtant que, en matière de retraite comme pour le reste, les patrons n'obéissent qu'à une seule logique : celle de leurs profits. C'est cette logique-là, si l'on peut dire, qui fait qu'ils veulent à la fois repousser l'âge « normal » de la retraite et baisser le montant de toutes les retraites, en même temps que se débarrasser des travailleurs qui n'ont pas atteint 60 ans, dans le cadre de départs en retraite anticipée.

Cela fait des années que les patrons ont largement recours aux nombreuses formules en

ce domaine : CASA, CATS, dans l'industrie ; plans de pré-retraite dans les banques et assurances ; PRP ou plans de retraite progressive, sans oublier les licenciements massifs masqués en mises en pré-retraite.

Tout cela permet au patronat de licencier à bon compte, sans le dire et, en tout cas, sans que cela apparaisse dans les statistiques du chômage. Il se débarrasse ainsi de travailleurs

usés, et qui souhaitent bien sûr souffler un peu plus tôt après toute une vie de travail, même si, bien souvent, on le leur fait payer par une baisse de salaire... et donc de leur retraite à venir. Le patronat y gagne en outre de pouvoir les remplacer, mais jamais en proportion équivalente, par des plus jeunes, susceptibles de produire plus, mais plus mal payés que les partants et souvent sous statut précaire.

Le comble est que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont ajouté une très grosse cerise sur ce gâteau patronal, avec l'accord au moins tacite des grandes centrales syndicales. Car c'est l'État – en fait les contribuables et les assurés sociaux, donc principalement les travailleurs eux-mêmes – qui subventionne tout ou partie des dépenses liées à ces pré-retraites, ainsi que les primes

offertes aux patrons pour l'embauche de jeunes.

Essayez un peu d'échanger votre ancienne voiture contre une neuve, dernier modèle, en réclamant en plus de l'argent pour cela ! Eh bien, Renault, Citroën le font, à grande échelle, avec leurs vieux salariés qu'ils jettent comme des citrons après en avoir pressé du profit. Et il n'y a pas que le patronat de l'automobile.

Rien que ces dernières semaines, Alcatel, GIAT-Industries, la Banque de France et Air France ont annoncé qu'ils allaient ainsi réduire leurs effectifs de dizaines de milliers de travailleurs. Il ne se passe pas de mois sans que la presse ne mentionne de telles opérations – et encore, on ne nous parle que de celles que lancent les plus grandes entreprises, celles qui croulent sous les profits, avoués ou non.

Le « paradoxe » n'est qu'un aspect particulièrement écœurant de la rapacité patronale, soutenue avec hypocrisie ou avec un cynisme affiché par tous les gouvernements depuis des années.

P. L.



LES CHARLATANS

Alors que les régimes de retraite des salariés sont actuellement excédentaires, les experts ont échafaudé des hypothèses chiffrées sur les déficits qu'il faudra combler d'ici 20 ou 40 ans.

Les évolutions de la population sur lesquelles ils se basent ne sont déjà pas si faciles à prévoir ; nombre de prévisions en la matière se sont révélées complètement fausses. Mais surtout, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, le financement des retraites n'a pas grand-chose à voir avec les évolutions de la population. Il dépend davantage

de facteurs économiques tels que la croissance ou le niveau du chômage, qu'aucun expert n'est en mesure de prévoir, ne serait-ce que pour l'année à venir. Alors les « prévisions » sur 20 ou 40 ans, forcément erronées, sont surtout destinées à distiller l'inquiétude parmi les salariés pour leur faire accepter des sacrifices dès aujourd'hui !

C'est dire que les attaques du gouvernement contre les fonctionnaires et contre les salariés du privé n'ont pas pour but de « sauver l'avenir des retraites ». D'ailleurs, selon les fameux experts, d'ici quelques années

elles ne suffiraient déjà plus à financer les retraites. Qu'à cela ne tienne : le gouvernement « prévoit » qu'il suffira de prendre dans la caisse du chômage pour mettre dans la caisse des retraites puisque le taux de chômage devrait baisser à 4,5 % en 2010 ! Autant dire que s'il s'agissait vraiment d'un plan de sauvetage des retraites, le plan du gouvernement reposerait vraiment sur du vent.

Manifestement le gouvernement navigue à vue pour satisfaire au jour le jour le patronat, pas pour garantir les retraites des salariés sur le long terme. Raison de plus pour ne pas se laisser faire.

La seule garantie des salariés pour l'avenir, c'est le rapport de force qu'ils peuvent reconstruire face au patronat pour le contraindre à payer des salaires corrects et des pensions correctes, pour mettre un terme à la précarité et aux licenciements.

Le financement des retraites, plus qu'un problème démographique, plus qu'un problème économique, est un problème de partage des richesses entre la classe ouvrière et le patronat.

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Et pourtant, ils ne sont pas concernés ! C'est par cette remarque que nombre de commentateurs font mine d'être surpris que des travailleurs comme les cheminots soient dans le mouvement de protestation contre la réforme du système des retraites initiée par le gouvernement Chirac-Raffarin. Puisque leurs régimes spéciaux sont maintenus, pourquoi font-ils grève, s'étonnent-ils ? Eh bien tout simplement parce que les cheminots, entre autres, n'ont strictement aucune confiance dans l'actuel gouvernement ni dans ceux qui lui succéderont. Couper la queue du chat par petits bouts pour faire croire que l'opération s'avèrera moins douloureuse au final, qui pourrait tomber dans un tel panneau ?

Si jusqu'à présent le gouvernement s'est bien gardé de toucher aux régimes des retraites des cheminots, c'est pour mieux diviser les travailleurs en espérant que les contestations qu'il n'allait pas manquer de susciter ne seraient pas portées en même temps par tous les salariés. Cette façon d'agir

n'est pas nouvelle. Lorsqu'en 1993 Balladur imposa les quarante annuités, il ne le fit que dans le privé, laissant le soin à Juppé, son successeur, d'étendre la mesure dans le secteur public. Mal lui en prit d'ailleurs, puisque sa tentative déclencha une grève quasi générale dans la fonction publique, qui l'obligea à remballer son projet.

Alors pourquoi les cheminots seraient-ils aujourd'hui dupes de la manœuvre ? En marquant par leur mobilisation les grèves et les manifestations de ce 13 mai, ils ont montré au contraire de la lucidité quant aux projets des Raffarin et autres Fillon, et quant à la défiance qu'il faut leur opposer.

Le gouvernement en appelle sans cesse à la nécessaire solidarité nationale... dans les sacrifices. Les cheminots répondent par la solidarité ouvrière... dans la lutte, seul moyen de faire reculer le gouvernement et de garantir l'avenir de tous.



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Mai 68, Mai 2003 ?

« Ce n'est pas la rue qui gouverne » avait déclaré Raffarin. En attendant, la rue a parlé. Massivement. Plus d'un million de travailleurs ont défilé dans toute la France ce 13 mai. Des chiffres sans doute pas très éloignés d'un certain 13 mai 68 qui avait été le signal de la grève générale il y a 35 ans. A l'époque, « la rue » scandait contre de Gaulle : « Dix ans, ça suffit ! ». Aujourd'hui, on en serait plutôt à « 20 ans ça suffit ! », 20 ans de licenciements, de remises en cause des droits du travail, des acquis sociaux, d'atteintes à la sécu, aux retraites... 20 ans pendant lesquels les Mauroy, Rocard, Balladur, Juppé, Jospin ou Raffarin se sont succédé pour gouverner contre la rue.

Toujours est-il que ce mardi, la rue, à défaut de gouverner encore, a massivement et clairement déjoué l'entreprise de division gouvernementale en clamant l'unité des travailleurs du privé et du public : 37 ans ½ pour tous ! Public, privé, tous ensemble !

Faisons le bilan. Du côté de la rue, un million de travailleurs mobilisés, solidaires, en colère. Du côté Raffarin : intox et « communication ». Luc Ferry envoie 800 000 exemplaires de son bouquin aux profs, que ces derniers, en grève, lui renvoient dans des sacs poubelle. Raffarin et Fillon achète aux frais des contribuables des pages publicitaires dans tous les journaux. Si l'on s'en tient au rapport des forces révélé par ce 13 mai, la balle est à l'évidence du côté des travailleurs. Il ne suffirait pas de grand chose pour que la rue gouverne, ou du moins qu'elle empêche Raffarin de gouverner. Et ce printemps 2003 n'est pas propre à la France. Des manifestations du même ordre de grandeur, sur le même sujet, ont eu lieu en Allemagne, en Autriche et en Espagne.

En 1995, après des manifestations répétées, c'est la généralisation de la grève des cheminots ainsi que sa contamination aux postiers et aux instits, qui en quelques semaines a fait remballer ses projets à Juppé. Un cran nettement au-dessus, c'est une grève générale qui en mai 1968 a contraint le patronat, sous de Gaulle, à fortement augmenter les salaires et presque doubler le smic de l'époque.

En ce mois de mai 2003, on pourrait bien en être là. La grève générale, que les militants les plus conscients appelaient de leur vœux depuis longtemps, est à l'ordre du jour. Et l'on ne part pas de rien. Cela fait des semaines que la grève de l'Education Nationale, toutes catégories confondues, s'est progressivement étendue à une bonne partie du pays, à partir de minorités déterminées qui sont allées, sans se lasser, s'adresser directement à leurs collègues des autres lycées, en se donnant également

pour objectif de faire au plus tôt la jonction avec les autres secteurs, du public comme du privé ; et qui se sont données aussi leurs propres organisations, assemblées générales, coordinations ou comités de grève par départements, régions ou même nationale.

L'immense succès de la journée du 13 mai a forcément redonné confiance à tous les travailleurs. Ce succès pose la question de ses suites immédiates. Au moment où nous écrivons, en cette soirée du mardi 13 mai, nous ne savons pas encore si un nombre significatif des travailleurs vont lui donner une suite dès le 14 et rejoindre les enseignants dans un mouvement faisant boule de neige. C'est pourtant ce qu'il faudrait. Ce serait la logique naturelle de la situation.

Le seul véritable obstacle, c'est que Raffarin, du moins jusqu'à présent, disposait d'un joker : la bonne volonté des confédérations syndicales qui n'ont consenti – au demeurant sous la pression de la base – à appeler à cette grande manifestation unitaire, que pour mieux rejoindre dès le lendemain cette même table des négociations qui autorise Raffarin à prétendre qu'il gouvernera en dépit de la rue. Le langage de Thibault s'est un peu radicalisé (tout en ne manquant jamais de déclarer qu'il n'est pas contre « une réforme de retraites »). Mais il se garde bien d'appeler les travailleurs à reconduire leur grève le 14. A l'heure même où des milliers de cheminots se posent ouvertement la question de continuer la grève demain, le secrétaire général de la CGT cheminot menace de la grève reconductible... en juin. Blondel, quant à lui, déclare que la situation est désormais entre les mains... de Fillon, qui reçoit demain les syndicats ! Quant à Chérèque, il milite carrément pour la « réforme ». Du côté des dirigeants syndicaux, on continue donc de marchander des miettes et de programmer une énième journée d'action le 25 mai, comme s'il fallait rentrer sous terre pendant 12 jours, histoire de laisser Raffarin gouverner. Mais après tout, il n'est pas besoin de les attendre. La grève des enseignants s'est développée à partir de la base, et les fédérations ont dû suivre. Pour que la « rue » ait une chance de gouverner, mieux vaut qu'elle impose son propre rythme et qu'elle apprenne à diriger elle-même ses propres mouvements. Les chefs suivront, le « gouvernement » s'inclinera ou laissera la place, et les patrons auront enfin de sérieux sujets d'inquiétude. Nous n'en sommes pas forcément loin. Une première impulsion a été donnée.

Le 13 mai 2003,

Huguette CHEVIREAU

Convergences Révolutionnaires n° 27 (mai-juin 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur l'industrie de guerre et le trafic d'armes à l'heure de la mondialisation.
- Editorial : « Pour que la rue gouverne »
- Des articles : Sur les grèves de l'Éducation nationale, le 32^e congrès du PCF, les Sans-papiers ou la drôle de « victoire de la démocratie contre Le Pen », l'individualisation des salaires et leur régression, la situation du capitalisme américain, l'enjeu du pétrole en Algérie, la rage des sidérurgistes en Belgique.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Retraites

LIBERTÉ... D'AVOIR DES RETRAITES MISÉRABLES

Depuis des semaines, les ministres, ainsi que Sellière et les porte-parole du patronat, répètent que leur projet de démolition des retraites introduirait plus de souplesse, et donc plus de liberté pour les salariés, puisque, osent-ils prétendre, les salariés auraient le choix de prendre leur retraite à l'âge qu'ils souhaitent.

Comme si le choix de partir revenait aux salariés ! Ceux-ci évidemment ont toujours eu le choix de quitter leur travail avant d'avoir atteint l'âge et la durée de cotisation nécessaires... donc de partir avec une retraite incomplète, mais ce ne sont même pas eux qui peuvent décider de rester au travail, même pour arrondir un peu leur retraite. Cette liberté-là, ce sont les patrons qui en décident, et peut-être demain l'État, car la réglementation peut fort bien chan-

ger. Ils ont le plein pouvoir de licencier quand cela correspond à leurs intérêts, sans s'embarrasser de savoir si les salariés ont, ou pas, cotisé le nombre d'années nécessaires.

Mais, nous expliquent ces bonnes âmes, les salariés ont la liberté individuelle de se constituer leur retraite en cotisant à des fonds qui viendront compléter la retraite par répartition. Drôle de liberté, là encore, qu'on laisse aux salariés. On dit à ceux qui en auront les moyens : « Compensez vous-même les retraites que Raffarin, Fillon, Sellière sont en train de rogner... »

Il est plus que temps d'enlever au patronat et aux ministres à sa botte la liberté de se moquer de nous de cette façon.

J.-P. V.

LE PS DERRIÈRE FILLON-RAFFARIN

La phase préparatoire du congrès du PS tombe en plein assaut de la droite contre les retraites. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la direction du PS est bien embarrassée pour se ranger du côté des salariés. Il faut dire qu'un grand nombre de ses membres, anciens ministres, avaient commencé à plancher, quand ils étaient au gouvernement, sur l'allongement de la durée de cotisation pour le secteur public.

Aujourd'hui, le PS, toutes tendances confondues, a débité quelques généralités telles que « garantir la retraite par répartition », « refuser tout engagement dans les fonds de pension », « maintenir à un niveau élevé le montant des pensions », « conserver le départ à la retraite à 60 ans ». Comme si cela pouvait faire oublier qu'il est favorable à l'allongement à 40 annuités pour tous les salariés, en d'autres termes, pour faire payer les salariés pour des pensions rognées. C'est d'ailleurs ce qu'a rappelé Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Et, cerise sur le gâteau, le PS considère que la loi Balladur de 1993 qui a imposé les 40 annuités de cotisation au secteur privé et une dégradation considérable du calcul des montants des pensions est quasiment irréversible. « Tout retour en arrière paraît désormais difficile », a en effet ajouté Jean-Marc Ayrault.

Drôle d'opposition qui s'incline devant le fait accompli quand il est légué par la droite. Il est vrai que, depuis 1993, la majorité dite de la gauche plurielle, qui disposait pourtant de la majorité de 1997 à 2002, n'a pas levé le petit doigt pour revenir sur les décisions scélérates de Balladur. À la différence de la droite qui, elle, n'a pas de tels états d'âme pour annuler des lois, même symboliques, telles que la loi dite de modernisation sociale, qui

sont l'œuvre de la majorité de gauche. « Le réformisme de gauche » dont se réclame Hollande a du mal à se différencier, même en paroles, de la politique de la droite.

A. R.



RÉUNION PUBLIQUE de LUTTE OUVRIÈRE

CRÉTEIL (Val-de-Marne)

Vendredi 23 mai

à 20 h 30

Maison de quartier du Port

17, mail Salzgitter

(angle Bd J-Baptiste-Oudry)

Avec

**Daniel GENDRE
Conseiller municipal**

LE SUCCÈS DES MANIFESTATIONS

Elles furent un véritable succès. Plus d'un million de manifestants dans tout le pays témoignaient de l'indignation ressentie après l'annonce des mesures gouvernementales concernant les retraites.

Le plus important des cortèges fut bien sûr celui de Paris où plus de 100 000 personnes s'étaient rassemblées sur un long parcours allant de la place de la République à celle de Denfert-Rochereau, traversant ainsi une grande partie de la capitale. Comme partout, les plus nombreux furent les salariés du public : enseignants, cheminots, travailleurs de la RATP, postiers... Mais beaucoup de travailleurs du privé étaient présents dont certains de grosses entreprises comme Renault, Alcatel, Thomson, Snecma...

Dans de nombreuses autres villes, les cortèges étaient aussi impressionnants, voire plus encore, qu'en 1995. Ce fut le cas à Angers où 15 000 personnes ont manifesté, à Angoulême avec 18 000 manifestants, à Limoges avec 20 000 manifestants, à Saint-Etienne avec 15 000 manifestants, à La Rochelle avec 15 000 manifestants, à Reims avec 10 000 manifestants, à Marseille où la mobilisation fut comparable à celle de Paris...

Dans certaines villes moyennes c'était du jamais vu (3 000 personnes à Dole, 10 000 à Annecy, 1000 à Confolans une ville de Charente de 10 000 habitants...). Les manifestations de 1995 étaient d'ailleurs dans les mémoires de bon nombre de travailleurs. En réponse à la question : « Comment vas-tu ? », on pouvait souvent s'entendre dire « par une journée pareille on ne peut pas aller mal », ou « ça fait du bien de se retrouver comme en 1995 ».

Les manifestants étaient parfois si nombreux que la tête rejoignait la queue comme à Toulouse, ou que le centre-ville fut totalement bloqué des heures durant comme à Marseille.

Tout comme à Paris, ce furent les cheminots et surtout les enseignants qui formèrent une partie importante des cortèges : près du tiers à Toulouse et un quart à Rennes. Quant aux manifestants du privé ils furent bien présents : à Annecy venant de SNR, Téal et Dassault ; à Belfort venant d'Alstom ; à Grenoble venant de ST Microelectronics et Caterpillar ; à Marseille venant de Péchiney, Atofina, Lustucru...

C'est souvent dans de petits détails que se dégage l'ambiance des grands rassemblements. Ainsi, à Grenoble alors qu'un automobiliste voulait profiter d'un « trou » dans le cortège pour le traverser, un policier certainement emporté par l'atmosphère de la manifestation et qui avait du mal à empêcher l'automobiliste de passer lui a lâché : « Si tu n'es pas content, tu n'avais qu'à être en grève comme tout le monde » !

Lille

Les ex-Stein et ex-Lever en tête de manifestation

Ce 13 mai, une bonne partie des 180 ouvriers de l'ancienne usine Stein-Alstom de Lys-lez-Lannoy et 190 de l'ancienne usine Lever d'Haubourdin étaient en tête de manifestation car leur situation illustre bien toute l'hypocrisie du monde industriel et du monde politique.

Il y a deux ans, ces entreprises étaient abandonnées par deux grands trusts mondiaux Alstom et Unilever avec une

petite partie du personnel « repris » par deux sociétés. Les responsables politiques de tous bords, et en particulier Martine Aubry, avaient béni ces repreneurs qui « sauvaient des emplois » alors que ceux qui avaient des revendications excessives les mettaient en péril !

Déjà les ouvriers ex-Lever ont connu un second repreneur du repreneur ! Et l'histoire de

ces deux entreprises s'est terminée il y a quelques jours, le même jour, par la liquidation judiciaire des deux repreneurs.

Cependant, en neuf mois de luttes et manifestations diverses, notamment dans les hypermarchés de la région, les salariés de Lever avaient obtenu 300 000 F en plus des indemnités légales.

A l'époque, des actions communes des travailleurs de

ces deux entreprises avaient été organisées à deux reprises. Deux ans plus tard elle ont repris : blocage d'autoroutes, manifestations dans les hypermarchés, etc. pour imposer aux liquidateurs judiciaires de tenir compte en priorité des intérêts des salariés.

Nombreux sont ceux qui souhaitent que cette unité retrouvée dans les luttes se développe encore plus.



Une forte mobilisation à La Poste comme à l'Éducation nationale.



LE DROIT DE LA RUE DE FAIRE LA LOI

Raffarin a peut-être parlé trop vite en déclarant que ce n'était pas à la rue de faire la loi. Les manifestations du 13 mai ont constitué une première réponse à son arrogance.

Mais qui fait la loi ? Une majorité ? Même si on en restait au plan formel, c'est faux. Ainsi l'UMP, le parti majoritaire avec 369 députés, dispose à lui seul de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais n'a recueilli que 33 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de l'an passé et seulement 20 % si on calcul par rapport

aux inscrits. Ne parlons pas de tous ceux, surtout dans le monde du travail, qui sont exclus du vote, parce qu'on leur refuse ce droit. C'est donc cette minorité, qui n'est élue que par 8 millions d'électeurs, moins que le nombre de grévistes du 13 mai, qui prétend parler et décider au « nom de tous les Français ». C'est une première imposture. Mais pas la plus grande.

Il en existe une autre. Ce gouvernement, comme son prédécesseur, mais avec plus de sans-gêne, fait le matamore, laissant entendre que la rue ne

représenterait que des intérêts particuliers, corporatistes et minoritaires. L'affirmation est contestable si on en juge par le nombre de personnes qui manifestaient dans la rue le 13 mai et qui n'étaient que la partie visible d'une protestation bien plus large du monde du travail. Elle l'est d'autant plus qu'elle vient de gens qui s'inclinent en permanence devant une minorité, infime, non élue. Cette minorité est représentée par les Michelin, Dassault, le baron Seillière et quelques autres. Ces gens-là n'ont pas besoin de la rue pour

se faire entendre. Car ils ont leurs entrées à l'Élysée et à Matignon.

On n'a pas oublié la façon dont ce même Raffarin, qui apostrophe avec arrogance les manifestants et les grévistes, se mettait à plat ventre devant Seillière, lors de l'assemblée générale du Medef. Ce dernier reprochait au gouvernement de ne pas aller assez vite en besogne dans la démolition des systèmes de retraite. Et Raffarin avait répondu qu'il avait entendu le message et qu'il allait accélérer le mouvement. C'est d'ailleurs ce qu'il

fait en ce moment.

Comme le criaient les manifestants du 13 mai, la rue a le droit de se faire entendre. Elle doit et peut faire la loi, sans avoir à subir la loi d'une minorité de politiciens, élus il y a un an et pour quatre ans encore, qui sont en fait aux ordres d'une minorité bien plus restreinte : le patronat. La « rue » dont Raffarin parle avec mépris, comme les seigneurs parlaient dans le passé de la populace, a su se faire entendre. Raffarin devrait s'informer auprès de son collègue Juppé.

J.-P. V.



Éducation nationale : UN SUCCÈS QUI MONTRE QU'ON PEUT GAGNER

Dans l'Éducation nationale, comme dans d'autres secteurs, la journée du 13 mai a été une réussite, prolongeant et amplifiant le mouvement qui partout a été en se développant depuis des semaines maintenant.

A Paris, le cortège des établissements et des écoles en lutte, dont l'enthousiasme n'a pas faibli durant les nombreuses heures qu'a duré la manifestation, était nettement plus important que lors des manifestations des jours précédents. En province, la participation du personnel de l'Éducation nationale était, elle aussi, importante. Les chiffres de grévistes annoncés par le ministre sont également massifs : 74 % de grévistes pour les collèges et les lycées, 80 % pour le primaire dans la région parisienne.

Les salariés de l'Éducation nationale, enseignants, personnels de service, surveillants, conseillers d'orientation sont pour nombre d'entre eux en grève reconductible, certains depuis des semaines. Et cette journée a été perçue comme un encouragement à continuer la lutte et offre la possibilité de poursuivre et d'étendre encore le mouvement.

DEPUIS LE 6 MAI, LA GRÈVE S'ÉTAIT DÉJÀ RENFORCÉE

Les propos de Ferry, ministre de l'Éducation nationale, après la manifestation du 6 mai, prétendant que le mouvement s'essoufflait, ont reçu un démenti cinglant. Les 9 et 10 mai s'étaient déroulées de nouvelles manifestations aux cris de « Raffarin, on n'est pas essoufflés, ce sont tes projets qui nous gonflent ». A Paris, entre autres, le vendredi 9 mai, une manifestation de 4 000 personnes démentait les propos du ministre.

Depuis le 6 mai, la grève a en réalité continué de se renforcer avec en particulier l'entrée dans la grève d'un grand nombre d'instituteurs.

LES MÊMES RAISONS DE LUTTER : RÉPONDRE AUX MULTIPLES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT

Les raisons qui poussent les salariés de l'Éducation, enseignants des collèges et des lycées, instituteurs, conseillers d'orientation, assistantes sociales ou personnel de service, de cantine, d'entretien (les ATOSS) sont nombreuses et font l'unanimité. Ce sont d'abord les économies que Ferry veut faire sur le dos de l'école, à commencer par la suppression de milliers d'emplois ; les 20 000 emplois-jeunes non reconduits pour la rentrée prochaine, et 5 600 postes de surveillants en moins, dès la rentrée prochaine. Dans les établissements scolaires comme dans d'autres secteurs, le gouvernement fait appel à un nombre croissant de précaires, CES, contractuels, y compris chez les enseignants.

A cela s'ajoute le projet de décentralisation qui concerne 110 000 salariés non-enseignants de l'Éducation nationale : agents de service, conseillers d'orientation, assistantes sociales, médecins scolaires seront ainsi « transférés » aux Régions, dès la rentrée prochaine. Cela signifie la disparition d'une partie de ces personnels dans les établissements scolaires, les élèves ne pourront donc pas rencontrer les assistantes sociales ou les conseillers d'orientation comme actuellement. Et pourtant une telle démarche n'était pas facile, du fait de l'insuffisance notoire de ce personnel. Et pour les personnels concernés, cela signifiera une aggravation de leurs conditions de travail, car les tâches à accomplir seront plus nombreuses. De plus, il y aura des inégalités d'une région à l'autre : entre les régions riches et pauvres. Enfin, tout le monde comprend parmi le personnel de l'Éducation que c'est une façon à peine déguisée de supprimer, à terme, des emplois.

Et, comme pour tous les autres salariés, ils sont visés par

les projets de Fillon-Raffarin sur les retraites. Qui pourra atteindre 42 ans de cotisations ? Ces attaques entraîneront donc une baisse des pensions de 20 à 30 %, voire plus.

ÉTENDRE ET APPROFONDIR LE MOUVEMENT

Dans les différentes assemblées locales, départementales,

régionales, les grévistes qui s'y réunissent depuis parfois plusieurs semaines ont discuté de la nécessité de poursuivre au-delà du 13 mai, d'étendre la grève reconductible, conscients que c'est la seule façon de parvenir à faire reculer Ferry et Raffarin. Et lors de la manifestation du 13 mai, le slogan « Aujourd'hui dans la rue, demain on continue » était parmi les plus

scandés.

Si la grève s'était étendue durant la semaine du 6 au 13 mai, il restait de nombreux départements où le mouvement n'avait pas encore démarré ou venait de le faire. La tâche de l'heure est d'étendre, d'enraciner le mouvement, en liaison avec son développement et son extension aux autres salariés.

Aline RETESSE

Le mouvement en province

Dans toutes les villes petites et grandes les manifestations ont fait apparaître la mobilisation et la détermination des personnels de l'Éducation nationale.

À Marseille, pendant toute la semaine du 5 au 10 mai, le mouvement s'était étendu dans les écoles primaires. Dans les collèges et lycées professionnels la grève reconductible, encore minoritaire, avait démarré le 6 mai, et la manifestation du 13 mai a fait le plein des enseignants en lutte.

A Lyon, entre 5 000 et 6 000 enseignants sont venus manifester. Il y eut ensuite une assemblée de 500 personnes venant de 95 établissements. Même si l'ambiance n'était pas des plus chaudes, une manifestation et une nouvelle assemblée ont été tout de même prévues pour le jeudi 15 mai.

À Toulouse, le mouvement

qui dure depuis des semaines a continué de s'élargir. Les assemblées de grévistes ont élu leur comité de grève. Le samedi 11 mai, une manifestation avait rassemblé plusieurs milliers d'enseignants et de parents d'élèves, donnant le moral à beaucoup. Et le 13, les personnels de l'Éducation nationale représentaient quelque deux cinquièmes de la manifestation. Le 14, le mouvement et les grèves continuaient.

Au Mans, le mouvement a continué de se développer. Et à l'issue de la manifestation du 13, le théâtre prévu pour l'assemblée générale étant trop petit, la réunion s'est tenue sur le parking.

A Grenoble, la grève du 13 a été suivie à 80 %. Dans les assemblées générales qui ont suivi la manifestation, la grève reconductible a été votée à partir

du lendemain ou du jeudi 15, à de très larges majorités. On peut donc s'attendre à une extension du mouvement. D'ailleurs l'assemblée générale des grévistes de toute l'agglomération a décidé une manifestation pour le mercredi 14 dans l'après-midi.

A Rennes, l'assemblée générale a réuni 400 personnes, soit près de deux fois plus que la précédente. Le nombre de grévistes était, lui aussi, très important. La grève a été votée pour les 14 et 15 mai avec une manifestation le 15.

Partout de nouvelles initiatives sont organisées et le sentiment qu'il faut continuer est largement partagé. Ce ne sont là que quelques exemples qui montrent que le mouvement, loin de s'essouffler, s'est étendu.

RATP : DES HÉSITATIONS... MAIS ON CONTINUE !

Le 13 mai à la RATP, des assemblées se sont tenues à peu près partout et ont très souvent décidé la continuation de la grève le 14 mai. Sur la ligne 4, il y avait 75 % de grévistes ; sur la ligne 8, le climat s'exprimait par « il faut continuer » ; sur la ligne 9, la grève était reconduite ; sur la ligne 13 également, où des

agents de maîtrise qui ont tenté de faire sortir des trains ont reculé vite fait devant la réaction des grévistes.

La direction de la RATP mène sa propagande sur le thème « les régimes spéciaux ne sont pas concernés »... sans aucune crédibilité désormais auprès des travailleurs.

Globalement, l'idée que

« il faut continuer » était très présente. Car pour tous, il est évident qu'une journée comme le 13 mai ne suffira pas.

Les assemblées générales, qui se sont tenues dans les dépôts de bus le 14 au matin, ont reconduit la grève dans 16 dépôts sur les 23 qui existent à la RATP.

SNCF : LE 13, UN TREMPLIN...

A la SNCF, dans la quasi totalité des ateliers, des gares, des chantiers, la journée du 13 mai a été un succès au-delà des espérances de tous ceux qui l'avaient préparée. La grève a été très bien suivie et de très nombreux grévistes ne sont pas restés chez eux mais ont tenu à manifester dans la rue, avec dynamisme et de très nombreux slogans et banderoles, leur refus de ce que prépare le gouvernement contre leurs retraites.

Dès le matin du 13, dans de nombreux secteurs, des assemblées de cheminots se sont réunies et ont souvent voté majoritairement la reconduction de la grève pour le lendemain, jusqu'aux nouvelles assemblées qui devaient décider de la poursuite du mouvement. Car il est évident pour tous que Raffarin et Fillon n'abandonneront pas leurs projets après une seule journée de grève et de manifestation même très réussies et que, comme disaient certains, « *il va falloir en remettre une bonne couche* », à commencer donc par le 14 mai, avec également dans toutes les discussions la préoccupation de poursuivre le mouvement au-delà.

La direction de la CGT (majoritaire à la SNCF) et celle de la CFDT se déclarent ouvertement contre la poursuite de la grève. Elles reportent les prochaines étapes de mobilisation au 19 mai et surtout à la manifestation nationale du dimanche 25 mai, trois jours avant que le projet de loi sur les retraites soit présenté au Conseil des ministres. L'importance de la journée du 13 mai devrait alors se réduire à permettre aux confédérations syndicales, lors des discussions du 14 mai avec Fillon, d'obtenir quelques minables concessions, que de toute façon le ministre s'était déjà dit prêt à accorder. Mais tous les militants sont loin de partager cette façon de voir. Car le plus grand succès de cette journée du 13 mai est en effet d'avoir permis aux travailleurs de renouer avec la confiance dans leur nombre et dans leur force. Ils ont pu les mesurer dans la rue – au coude à coude avec des cheminots d'autres secteurs mais aussi avec des travailleurs d'autres entreprises, y compris du sec-

teur privé – pour y trouver un encouragement à continuer. Encore faut-il que cette journée ne reste pas sans lendemain et que les cheminots battent le fer quand il est chaud.

Les 19 et 25 mai peuvent certainement être d'autres « points forts » dans le combat qui s'engage contre le gouvernement et ses projets. Mais ceux qui s'interrogent sur comment faire en sorte que ce 13 mai ne soit pas une journée sans lendemain, que fort de ce premier succès, le mouvement se prolonge et se renforce d'ici le 19 et le 25 ont raison. Et ce sentiment est exprimé dans bien des assemblées de cheminots, où des sympathisants, des syndiqués mais aussi des militants CGT se sont prononcés pour la poursuite de la grève.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1995, contre la réforme de Juppé sur les retraites, aujourd'hui la principale confédération syndicale, la CGT, ne veut pas militer pour le développement de la grève. Elle veut seulement des mobilisations bien carrées, qui lui servent dans les négociations avec le gouvernement pour obtenir un petit quelque chose, qu'elle pourra ensuite présenter aux travailleurs comme autant de raisons d'en finir avec la mobilisation et de se résigner à voir amputer gravement les retraites, pour ne parler que de celles-ci. Bien des cheminots sont conscients de cette politique défendue, qui contribue à retenir les plus hésitants, à freiner au lieu d'encourager ceux qui pensent pouvoir encore éviter le recours à la grève pour bloquer les coups du gouvernement.

Face à cela, les assemblées souveraines des grévistes, les discussions et les décisions prises en commun, l'organisation que sauront se donner les grévistes et tous les militants du mouvement seront indispensables pour offrir une perspective de succès. Car il n'y a que la lutte consciente et la mobilisation la plus large des travailleurs qui peuvent inverser enfin en leur faveur le rapport de forces actuel et qui peuvent faire ravalier à Raffarin et à Fillon des projets dont aucun travailleur ne veut.



LES ÉCHOS DE LA GRÈVE

Gare du Nord (Paris 10^e)

Depuis plusieurs jours, l'ambiance était à la grève, discutée largement, y compris par des militants de la CGT, marquant leur désaccord avec l'opposition de leur direction. La journée de grève du 13 mai était acquise et ce qui se discutait était de la suite à lui donner, le 14 et après.

Au rassemblement de départ pour la manifestation, 200 personnes étaient présentes, toutes d'accord pour reconduire la grève, qui, le 13, enregistrait 90 % de grévistes sur la banlieue et 66 % dans la gare. L'ambiance était chaude dans la manifestation, le ton étant donné par des jeunes cheminots bien décidés à ne pas s'en tenir là.

Le 14 mai une assemblée, à laquelle ont participé les travailleurs des ateliers du TGV Nord du Landy, s'est prononcée pour la poursuite du mouvement. Les roulants, de leur côté, ont reconduit la grève en assemblée générale, le seul syndicat appelant à la reprise étant la FGAAC. Le syndicat CGT de Paris-Nord, en désaccord avec la fédération, a décidé l'envoi d'une motion exigeant que la fédération défende les 37 ans et demi, la retraite à 60 ans à taux plein et le maintien des régimes spéciaux

dans les discussions avec le gouvernement, et rien d'autre.

Réseau Paris Sud-Ouest

Tandis que les responsables CGT restaient à l'écart, une assemblée de grévistes s'est tenue le matin du 13 mai gare d'Austerlitz, permettant de faire le point sur la grève très suivie. La reconduction jusqu'à l'assemblée du lendemain à 13 heures. Là, les responsables de la CGT ont pesé pour la suspension du mouvement jusqu'au 25 mai. Dans ces conditions, seulement la moitié des présents à l'assemblée ont voté pour la poursuite du mouvement. Par contre, à Brétigny, la grève a été plus largement reconduite.

Ateliers du TGV Ouest - Châtillon (Hauts-de-Seine)

La grève a été très largement suivie après une assemblée très nombreuse réunie la veille. Devant la montée de la colère, en particulier chez des jeunes décidés à en découdre, les responsables CGT ont changé de langage et affirment que « *il faut occuper le vide entre le 13 et le 25 mai* ». Mais on ne sent pas, chez eux, la volonté de tout faire pour que la grève marche. Celle-ci a tout de même été reconduite le 14, mais il y avait moins de grévistes que la veille.

Ateliers du TGV Nord du Landy (Seine-Saint-Denis)

La grève du 13 a été un gros succès. Cela faisait plusieurs semaines que les cheminots se convainquaient les uns les autres de la nécessité d'en découdre et de ne pas s'arrêter au soir du 13. La reconduction était évidente pour tous et les syndicats CGT et FO locaux poussaient d'ailleurs dans ce sens. C'est donc tout naturellement que l'assemblée générale du 14 a voté à l'unanimité la reconduction. Puis 80 cheminots sont allés rejoindre l'assemblée de la gare du Nord.

Dépôt de Sotheville-lès-Rouen (Seine-Maritime)

L'ambiance était chaude à l'assemblée du 13 qui a voté la reconduction de la grève pour le 14. Devant la mobilisation, les militants CGT se sont contentés de faire la grimace pour montrer leur opposition tout en se résignant à la reconduction. D'ailleurs, partout où des assemblées de grévistes se sont prononcées pour la reconduction, l'attitude des militants CGT a été identique. Il dépend des grévistes d'imposer leur volonté et d'entraîner les hésitants.

Banque de France : MANIFESTATION RÉUSSIE

À l'appel de l'Intersyndicale regroupant toutes les organisations, sauf la CGC, les salariés de la Banque de France se sont mis en grève et ont manifesté le 6 mai pour le retrait intégral, sans négociation, du « plan Trichet ». L'apport de

nos collègues de province, montés à Paris pour l'occasion, était massif. À plus de 4 500, c'était une manifestation réussie et plutôt dynamique qui est partie du siège de la Banque de France jusqu'à Matignon, où nous avons été rejoints par les

milliers d'enseignants en colère qui manifestaient aussi ce jour-là contre les projets du gouvernement.

Le système de retraite « maison » de la Banque de France, essentiellement basé sur la capitalisation, est lui

aussi menacé d'implosion à court terme, faute d'embauches et aussi parce que notre patron refuse d'y verser même le strict minimum pour assurer nos pensions. Beaucoup d'entre nous font clairement le lien entre ce qui risque de nous

arriver et les menaces qui pèsent partout sur les services publics et le système de retraite par répartition. Et c'est pourquoi nous étions aussi présents le 13 pour la défense des retraites contre les projets anti-sociaux du gouvernement.

Novembre - Décembre 1995

COMMENT JUPPÉ DUT REMBALLER SON PLAN FACE À LA GRÈVE

C'est le 15 novembre 1995 qu'Alain Juppé, alors Premier ministre de Chirac, présentait devant le Parlement son plan de « réforme de la Sécurité sociale ». Ce « plan Juppé » prévoyait le transfert du financement et de la gestion de la Sécurité sociale des mains des organismes paritaires patronat-syndicats à celles de l'État, l'institution du RDS, impôt nouveau de 0,5 % sur les revenus et prônait la maîtrise comptable des dépenses de santé. Il prévoyait aussi de supprimer l'abattement de 20 % sur le revenu imposable de tous les salariés.

Enfin et surtout, ce plan était une attaque en règle contre les fonctionnaires et les travailleurs du public, puisqu'il prévoyait la remise en cause des « régimes spéciaux » et l'augmentation de 37,5 ans à 40 ans de la durée de cotisation exigée pour toucher une retraite entière.

À l'Assemblée, le 15 novembre, Juppé fut « ovationné » par les parlementaires de droite. *Le Figaro* l'encensa mais aussi *Le Monde*. Ainsi le lendemain, son rédacteur en chef, Jean-Marie Colombani, lui consacra un éditorial intitulé « Équilibre », modèle de flagornerie. Il y écrivait en effet : « La journée du 15 novembre a toutes les chances de rester comme la première date utile au pays, car celui-ci a désormais un gouvernement. C'est-à-dire une équipe capable de prendre des décisions, qui ont non seulement le mérite de la cohérence, mais qui paraissent dictées par une certaine idée de l'intérêt général. Quitte à mettre à mal les corporatismes, ou les clientèles électorales. »

Mais c'est Juppé et le gouvernement qui furent mis à mal. En effet, un mois plus tard, Juppé avait cédé sur les retraites des fonctionnaires et sur la suppression de l'abattement de 20 %. Entre-temps s'était développée dans le secteur public la plus grande grève depuis 1968.

LES ÉTAPES DE LA MOBILISATION

Les syndicats CGT et FO jouèrent un rôle important dans la mobilisation. Il faut dire qu'ils étaient directement attaqués. En effet, la fiscalisation de la Sécurité sociale ôtait aux syndicats la gestion des caisses. Ainsi dès février 1995, Blondel, déjà à la tête de FO, expliquait que le dossier de la Sécu « méritait une grève générale ».

Le 10 octobre, une grève des fonctionnaires contre le gel de leurs rémunérations en 1996 avait déjà été suivie à 55 % et des manifestations unitaires avaient eu lieu dans toute la France. Viannet (dirigeant de la CGT) annonçait qu'il y « aurait forcément des prolongements ». Selon *Les Échos* : « On n'avait pas vu une telle mobilisation syndicale depuis 1986 ».

A la présentation du plan Juppé, le 15 novembre, si Notat (CFDT) se félicitait « des points positifs du plan Juppé » et voulait « veiller aux modalités d'application », elle déclarait s'opposer aux attaques contre les fonctionnaires. Blondel dénonçait « la plus grande opération de rapt de l'histoire de la République et la fin de la Sécurité sociale ». La CGT et FO ainsi que les fédérations de fonctionnaires défendaient le 37,5 ans pour tous, privé et public. Les sept fédérations de fonctionnaires appelèrent à une journée de grève le 24 novembre. FO



Manifestation le 16 décembre 1995.

appelait, de son côté, à une journée le 28 novembre.

En fait ces deux journées virent le démarrage de la grève générale. Le 24, il y avait un million de manifestants dans toute la France (500 000 d'après *Le Parisien*), dont de très fortes manifestations en province. Les fédérations de cheminots appelèrent dès le 24 au soir à la grève reconductible. Le 25, c'était le tour des bus et deux jours plus tard du métro. La CGT se rallia à la journée du 28 novembre de FO et Blondel appela à la « mobilisation générale, au-delà même du 28. »

LES SECTEURS LES PLUS COMBATIFS ENTRAÎNENT LES AUTRES.

Le 5, puis le 12, le 16 et le 19 décembre furent des journées de grève et de manifestation, des « temps forts » constituant un encouragement pour les secteurs déjà en grève à le rester et pour d'autres à les rejoindre. Et les syndicats, en particulier la CGT, surent s'appuyer sur les secteurs les plus combatifs pour entraîner les autres. On les vit renoncer aux consignes corporatistes pour privilégier le « Tous Ensemble » symbolisant le mouvement. Ils mettaient en avant les revendications qui unifiaient, en premier lieu « les 37 ans et demi pour tous et le retrait du plan Juppé ». Ils n'hésitèrent pas à s'appuyer sur des formes de démocratie

directe des assemblées générales, inter-entreprises, inter-catégorielles pour renforcer le mouvement. On vit ainsi les cheminots rejoindre en force les assemblées de postiers ou d'autres secteurs, aidant ainsi à emporter leur décision de rejoindre la grève. Les journées de manifestations permirent à tous les travailleurs d'une ville de participer ou au moins d'assister à ces démonstrations de force qui encourageaient les hésitants.

La grève put ainsi s'étendre parce qu'elle correspondait à un mécontentement certain, bien sûr. Mais ce fut aussi parce que les appareils syndicaux, en partie par le jeu des surenchères successives, en partie par une tactique consciente, jouèrent leur rôle pour mobiliser progressivement les travailleurs, s'appuyer sur les secteurs les plus décidés pour entraîner les autres, et finalement créer un mouvement général qu'ils n'avaient sans doute pas prévu au départ.

Malgré des tentatives pour entraîner le secteur privé, la grève ne toucha essentiellement que le secteur public et encore à une profondeur variable. Ces effets n'en furent pas moins spectaculaires, en particulier ceux de la grève des transports qui mettait la France à pied ou à vélo. L'autre aspect visible du mouvement était les manifestations. Le 16 novembre, Juppé avait déclaré au journal *Sud-Ouest* : « Si deux millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n'y résisterait pas ». Eh bien, le « Juppéthon » atteignit sans doute ce record.

RECU GOUVERNEMENTAL

Dès le 5 décembre, Juppé annonçait que la suppression de l'abattement fiscal de 20 % n'était qu'un projet... dont on ne reparla plus. Le 10 décembre, il suspendait la commission Le Vert, chargée d'appliquer les modalités d'allongement de la durée de

cotisation à 40 ans et il écrivait aux syndicats de la SNCF et de la RATP qu'il n'était « pas question de remettre en cause l'âge de départ à la retraite des conducteurs ». Le 11 décembre, devant l'Assemblée, il n'était plus question de changer l'âge ni le mode de calcul de la retraite pour l'ensemble des employés SNCF et RATP.

Les syndicats appelèrent à la reprise dès le 15 décembre. En fait il s'agissait d'une lutte victorieuse. Non seulement pour les fonctionnaires qui étaient les plus directement attaqués mais pour tous les travailleurs.

Déjà à l'époque, les gouvernements, les journalistes ressassaient les mêmes arguments, ou plutôt affirmations, selon quoi les caisses de retraites allaient à la faillite. Le mouvement de décembre 1995 devait freiner pour plusieurs années leurs attaques.

Cette victoire en était aussi une contre le chômage. Pour prendre l'exemple de la SNCF, chaque année 6 000 à 7 000 cheminots partent en retraite. Le recul de l'âge de départ en retraite de deux ans et demi aurait annulé environ 15 000 départs, et donc environ 15 000 embauches compensatoires.

Et si la retraite de la Fonction publique était passée à 40 annuités en cette année 1995, nul doute que les gouvernements auraient anticipé pour passer tout le monde à 42 ans sans attendre 2008 ou 2012. Depuis cette grève le dossier des retraites a été « plombé », comme le disait Martine Aubry en 2002 avec regret.

Aujourd'hui, avec la même hargne le gouvernement veut à nouveau faire passer en force son projet scélérateur. Alors, comme en 1995, « Tous ensemble, tous ensemble » contre le plan Fillon-Raffarin !

Christian BERNAC

Piquet de grève au triage Woippy à Metz.



RMA, ZÉRO TRACAS POUR LE PATRONAT

Le gouvernement ne chôme pas lorsqu'il s'agit de trouver des idées qui favorisent le patronat, qui n'est pourtant pas privé de soutiens de toute nature.

Fillon vient de proposer la création d'un Revenu minimum d'activité (RMA). Il s'agit de faire que les travailleurs au RMI depuis plus de deux ans puissent être mis à la disposition d'employeurs

pour vingt heures par semaine, avec des contrats limités à une durée de 18 mois. Ce dispositif aurait pour but, selon le ministre, d'insérer les allocataires du RMI dans l'activité salariée. C'était déjà l'objectif du RMI qui, selon son initiateur, le socialiste Rocard en 1988, était déjà destiné à aider la réinsertion des chômeurs dans la vie active, c'est-à-dire

salariée. Depuis, comme on pouvait le prévoir, l'insertion a patiné puisqu'il y avait, fin 2002, 1 090 348 femmes et hommes au RMI. Fillon prend prétexte de cet échec pour proposer, après bien d'autres (car l'idée n'est pas nouvelle, Martine Aubry l'évoqua en son temps) ce fameux RMA. C'est-à-dire en fait un banal changement de sigle.

Depuis l'origine, cette

« insertion » n'était qu'un alibi. Car elle ne dépend pas de telle ou telle mesure de prise en charge qu'on met en place, mais du bon vouloir des employeurs, qui « insèrent » qui ils veulent, quand ils veulent et le temps qu'ils veulent.

En réalité le projet du gouvernement ne vise pas à aider les Rmistes à retrouver un emploi salarié, mais à fournir aux employeurs des salariés à

bon marché. En effet, les bénéficiaires, si l'on ose dire, de cette formule, toucheront le Smic horaire pour les 20 heures de travail qu'on leur autorisera, mais les employeurs n'auront à payer que la différence entre le RMI et ce Smic. Un effet d'aubaine de plus pour les employeurs.

J.-P. V

DROIT D'ASILE POUR LES RÉFUGIÉS KURDES !

Dans diverses villes, de nombreux réfugiés kurdes originaires de Turquie se heurtent au refus des autorités françaises de leur accorder l'asile politique. Des centaines d'entre eux mènent, notamment à Grenoble, Bordeaux, Mulhouse et ailleurs, des grèves de la faim pour obtenir satisfaction.

Notre camarade Arlette Laguiller a dénoncé dans un communiqué l'attitude du gouvernement, en précisant : « Au lieu de satisfaire cette demande tout à fait légitime, on fait subir à ces réfugiés des tracasseries policières. Et, malheureusement, plusieurs d'entre eux ont

même été renvoyés dans leur pays d'origine » ; ajoutant : « Étant donné l'attitude de l'État turc à l'égard de la population kurde en général et son peu de respect des plus élémentaires droits et libertés démocratiques, renvoyer ces réfugiés kurdes en Turquie, c'est les exposer à la répression et à l'emprisonnement. Ce comportement des autorités françaises est tout à fait inacceptable. »

Solidaire de la lutte des grévistes de la faim kurdes, Lutte Ouvrière demande que le droit d'asile soit immédiatement accordé aux réfugiés kurdes qui en font la demande.

Bordeaux :

LA GRÈVE DE LA FAIM CONTINUE

À Bordeaux, les 90 sans-papiers originaires de Turquie continuent l'occupation d'une ancienne gendarmerie de Mérignac.

Quatre-vingts d'entre eux en sont à 30 jours de grève de la faim, ce qui commence à affecter sérieusement leur santé. Le suivi médical d'un aussi grand nombre de personnes est bien difficile quand, par exemple, il n'y a pas assez de professionnels de santé pour effectuer d'indispensables prises de sang.

La préfecture, après avoir fait exécuter cinq expulsions vers la Turquie, marque son opposition à la régularisation en faisant des difficultés, ne serait-ce que pour délivrer les imprimés nécessaires pour déposer des dossiers de demande d'asile politique auprès de l'Ofpra. Il a fallu revenir plusieurs fois à la charge pour qu'elle finisse par accepter de remettre des imprimés à des membres du comité de soutien, mais uniquement pour ceux des grévistes qui avaient déjà fait une première demande. Pour tous les autres, qui n'avaient pas encore rempli de demande, elle exige que les grévistes de la faim se rendent eux-mêmes à la préfecture.

Les sans-papiers ne se découragent pas pour autant. Les manifestations continuent dans les rues de Bordeaux pour exiger leur régularisation.

Les manifestations continuent dans les rues de Bordeaux pour exiger leur régularisation.



Manifestation d'ostréiculteurs en février 2000. De l'Erika au Prestige, les indemnités se font attendre.

Naufrage du « Prestige »

LES POLLUEURS NE VEULENT PAS ÊTRE LES PAYEURS

Le Fipol, fonds couvrant les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, a provoqué un tollé général en annonçant qu'il indemniserait à hauteur de 15 % seulement les victimes françaises, espagnoles et portugaises de la marée noire provoquée par le naufrage du Prestige en novembre dernier. Alors que le préjudice total est estimé à 1 milliard d'euros, les représentants du Fipol ont déclaré qu'ils ne disposaient que d'une enveloppe de 171,5 millions d'euros.

Ce n'est pas la première fois que cette agence intergouvernementale, qui est censée se substituer aux compagnies pétrolières pour indemniser les victimes de pollutions, n'honore pas ses engagements. Qu'il s'agisse des communes ou des particuliers, la plupart des victimes de l'Erika, navire qui a sombré au large du Finistère en 1999, ont dû se conten-

ter d'indemnités ne couvrant même pas 20 % des dégâts produits.

En fait, cette agence, à laquelle participent 77 États et dont le budget est alimenté par des taxes prélevées sur l'industrie pétrolière par chaque État membre, agit surtout comme un paravent derrière lequel les compagnies s'abritent pour dégager leur responsabilité en matière d'indemnisation. Et il leur importe peu que cet organisme ne dispose pas des ressources suffisantes pour faire face à l'ampleur et à la multiplication des catastrophes.

En matière de pollution, les pétroliers bénéficient d'ailleurs de la complicité des États et de leur justice, alors que ceux-ci pourraient renforcer les contrôles sur l'état des navires assurant le transport des produits pétroliers. Et ils pourraient aussi appliquer systéma-

tiquement le principe de pollueur-payeur, en multipliant par dix ou plus si nécessaire les taxes prélevées au titre du Fipol, ou mieux encore en obligeant la compagnie propriétaire de la cargaison – Total, en ce qui concerne le Prestige – à indemniser directement et intégralement les victimes.

Ce n'est manifestement pas dans cette voie que l'actuel gouvernement s'est engagé. Afin de compenser la défaillance du Fipol dans l'affaire du Prestige, il a seulement décidé que « le remboursement des factures présentées par l'État se fera en dernier », c'est-à-dire après les victimes privées. Ce faisant, le gouvernement ne fait que déplacer le problème en reportant sur les contribuables tout ou partie d'une addition qu'il devrait présenter à Total.

R. M.



La Poste
(CTC Bordeaux-Bègles)

ON S'OPPOSE AUX MODIFICATIONS D'HORAIRE

Au centre de tri courrier (CTC) J.J. Bosc de Bordeaux-Bègles qui emploie près de 700 travailleurs, la direction essaye de s'attaquer aux horaires de travail des postiers. A l'origine de ces attaques, il y a la volonté de La Poste de fermer des centres de tri départementaux au profit de centres de tri régionaux. Ainsi, la direction de La Poste entend rapatrier sur ce CTC le tri du courrier des départements de Charente-Maritime, de Dordogne et du Lot-et-Garonne. Son objectif est de faire trier ce courrier supplémentaire sans augmenter les effectifs. Pour cela, elle installe de nouvelles machines, mais surtout elle cherche à modifier nos horaires de travail, en les adaptant aux arrivées du courrier, pour obtenir une productivité maximale sur notre dos.

Le 29 avril, la direction locale a distribué aux organisations syndicales un document concernant ces changements d'horaires. Au menu, les collègues de la brigade 4 h 30 / 11 h devaient embaucher une demi-heure plus tôt et travailler du mardi au samedi, les collègues de la brigade 0 h / 6 h se retrouvaient quant à eux mutés dans cette brigade 4 h / 11 h. Les collègues en 12 h 30 / 19 h 30 voyaient leur horaire disparaître pour une brigade en 9 h / 17 h du mardi au samedi. Ceux de la 15 h / 22 h passaient en 14 h 15 / 21 h 15 en perdant au passage entre 15 et 18 euros par mois d'ici un an et demi. Quant aux camarades de la 22 h / 6 h, leur horaire était décalé 30 minutes plus tard. Enfin, pour les brigades dont les horaires ne bougeaient pas,

pour certaines, c'était leur effectif qui était à la baisse, ou pour d'autres, leur charge de travail à la hausse.

C'était sans compter avec notre réaction collective. Le plan de la direction a largement circulé et a été commenté dans le centre. Puis des prises de parole ont été organisées dans toutes les équipes. La colère de nombreux postiers s'est exprimée, notamment dans la brigade 4 h 30 / 11 h et dans la brigade 0 h / 6 h. « *Pas de changements d'horaires !* » est rapidement devenu la revendication des postiers du centre. La direction cependant répétait qu'elle n'avait fait « *que des propositions...* », propositions qu'elle disait vouloir appliquer dès fin juin !

Lors des prises de parole dans les brigades, il fut proposé

de se rassembler le jour de l'entrevue où la direction devait discuter avec les organisations syndicales. Ce jour-là, le lundi 5 mai, à l'appel de toutes les organisations syndicales du centre, nous nous sommes retrouvés à 130 dans le couloir de la salle de réunion pour appuyer les délégués syndicaux. Dans un premier temps, la direction a discuté avec eux seuls, mais nous avons imposé que la porte de la salle de réunion reste grande ouverte. Au bout de 20 minutes, les délégués sont sortis et nous avons tenu à ce qu'ils nous fassent un compte-rendu dans le couloir, ce qui revenait de fait à bloquer la direction sur place. Et comme le recul de la direction n'était pas assez net, nous avons imposé que les discussions reprennent de suite en

élargissant la délégation aux collègues des horaires les plus concernés.

A la fin de cette audience, la direction a dû reculer sur tout, laissant en place les horaires 4 h 30 / 11 h, 0 h / 6 h, 22 h / 6 h, et 12 h 30 / 19 h 30.

Depuis, elle a changé son angle d'attaque et entend bousculer le cycle de travail de la brigade 5 h 30 / 12 h 27, au point que les collègues de cette brigade refusent catégoriquement ses modifications. Pour faire passer son mauvais coup, elle prend pour l'instant des gants, en multipliant les discussions et les réunions. Mais tout le monde est conscient que si la direction fait aujourd'hui profil bas, c'est parce que nous avons su montrer que nous n'étions pas prêts à nous laisser faire.

Correspondant LO

Région parisienne

GRÈVE DES MÉDECINS URGENTISTES

Depuis plusieurs semaines la colère monte chez les médecins travaillant dans les services d'urgence et les Samu.

En octobre 2001, le gouvernement Jospin avait mis en place une importante modification des conditions de travail des médecins hospitaliers, dont le principal point était l'application au premier janvier 2003 d'une directive européenne de... 1991 limitant le temps de travail à 48 heures par semaine en moyenne sur quatre mois.

Dans les Urgences, les médecins travaillent fréquemment plus de 60 heures et cela ne s'est pas amélioré ces dernières années, bien au contraire. On manque cruellement de médecins acceptant ces conditions. D'autant plus que les contrats de travail se caractérisent par leur précarité. Le premier janvier 2003 est passé et rien n'a été fait pour que les 48 heures de travail maximum passent enfin du projet à la réalité.

Face à cela, les revendications des urgentistes apparaissent modestes. Ils demandent que leur travail au-delà des 48 heures soit correctement payé, que tous les médecins aux urgences soient affectés au minimum comme Praticien Hospitalier Contractuel (contrats de trois ans) et surtout que l'on crée suffisamment de postes pour que, le plus vite possible, il n'y ait plus aucun médecin qui travaille plus de 48 heures.

La grève est largement suivie, 75 % à l'Assistance Publique et 50 % dans le reste de la région parisienne. Pour le moment cela ne change rien à l'activité, car les médecins travaillent en étant assignés par la direction de leurs hôpitaux.

Le gouvernement choisit de ne rien dire aux urgentistes. Par communiqué de presse, il prétend que beaucoup a déjà été fait pour les urgences mais ne s'engage sur rien de précis.

Pourtant si le gouvernement



Intervention d'un médecin urgentiste.

s'obstine dans son refus, la situation peut rapidement devenir dramatique. Sans embauche notamment, certains services ne pourront pas tourner cet été. C'est la politique du gouvernement de laisser pourrir la situation et de justifier ainsi la fermeture de services sous ce prétexte. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait tous les gouvernements depuis des années.

Les médecins urgentistes ont assez qu'on leur fasse des promesses en l'air et sont inquiets pour leur avenir et celui du système de santé. La situation est la même partout

en France et un appel à une grève nationale est lancé pour le 20 mai. D'ici là les urgentistes parisiens ont décidé de participer à la manifestation pour la défense des retraites le 13 mai et d'appeler à un rassemblement devant le ministère de la Santé le 16.

Cela ne suffira sans doute pas à faire reculer le gouvernement. Les intérêts des médecins urgentistes sont liés à ceux de tout le personnel hospitalier et plus largement encore à ceux de l'ensemble des travailleurs. Les économies réalisées dans les services des urgences ne sont qu'un des aspects de la

politique de réduction du coût de la santé menée par le gouvernement. Et cette politique antisociale dans le domaine de la santé n'est elle-même qu'un des aspects de l'offensive patronale contre les travailleurs, et bien sûr mettre vraiment fin à cette politique ne pourrait se faire que dans le cadre d'un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Même si peu de médecins s'inscrivent dans une telle perspective, leur grève représente tout de même un pas dans cette direction.

Irak

LE RETOUR À L'ÈRE DU MANDAT

La résolution présentée le 10 mai à l'ONU par les États-Unis, avec le soutien de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, ne vise pas seulement à lui faire entériner a posteriori l'invasion de l'Irak, invasion que les dirigeants américains avaient déclenchée en se passant de son accord. Elle vise surtout à faire avaliser à l'ONU le fait que l'Irak soit désormais placé sous la tutelle d'une « autorité d'occupation » mise en place et contrôlée par les États-Unis. Et, à en juger par les termes de leur résolution, les dirigeants américains semblent eux-mêmes penser que cette occupation va durer, puisqu'ils exigent de l'ONU un premier mandat de douze mois qui serait automatiquement renouvelable « si nécessaire », sauf opposition expresse du Conseil de Sécurité.

Entre-temps l'Irak serait occupé militairement sous le seul contrôle de Washington. Les ressources pétrolières du pays alimenteraient un « fonds d'assistance à l'Irak », après que les compagnies pétrolières aient prélevé leur dîme bien sûr. Et ce serait « l'autorité d'occupation » qui déciderait de l'usage à faire de ce fonds, sous la seule supervision du Fonds Monétaire International ou de la Banque Mondiale, c'est-à-dire de deux instances où Washington fait la pluie et le beau temps.

OCCUPATION AMÉRICAINE AVEC OU SANS L'ONU

Quant à l'ONU, elle en serait réduite à jouer les utilités sans le moindre droit de regard, au travers d'un « coordinateur » chargé de superviser l'aide humanitaire et d'assister « l'autorité d'occupation » dans l'effort de reconstruction du pays.

Bref, tout se passe comme si on était revenu quatre-vingt-trois ans en arrière, aux

jours de 1920 où, en même temps qu'il voyait le jour, l'Irak fut placé sous mandat britannique avec l'aval de l'ancêtre de l'ONU, la Société des Nations - mandat qui n'était qu'une façon d'apposer sur la colonisation du pays le sceau du nouvel « ordre mondial » issu de la Grande Guerre.

La différence, néanmoins, c'est que les grandes puissances sorties victorieuses de la Première Guerre mondiale avaient chacune trouvé leur compte dans un repartage du monde aux dépens des vaincus, dont la mise en pièces du Moyen-Orient n'était que l'un des aspects. Aujourd'hui, les États-Unis, puissance impérialiste dont la domination est si écrasante qu'elle n'a guère de véritable rival, entendent dicter leurs termes et imposer aux autres impérialismes de se contenter des restes, s'il y en a – que ce soit en servant Bush servilement, comme le font l'Anglais Blair et l'Espagnol Aznar, ou en lui opposant une résistance aussi symbolique

qu'impotente, comme Chirac et l'Allemand Schroeder.

De toute façon, chacun sait que le fait que l'ONU accepte ou pas de céder aux exigences américaines ne changera rien à l'affaire. D'ailleurs Bush a lui-même pris soin de mettre l'ONU devant un nouveau fait accompli en réunissant sa propre coalition, pour fournir les 250 000 soldats qui, selon les estimations du Pentagone, seront nécessaires pour « stabiliser » la situation en Irak.

Le gouvernement français, quant à lui, reste mis à l'index par Washington malgré les nombreuses perches tendues à Bush depuis la chute de Saddam Hussein. Il en est donc réduit au même simulacre d'opposition que pendant la guerre elle-même, à ceci près que ses motivations apparaissent encore plus hypocrites, comme en témoigne l'interview de Dominique de Villepin parue dans *Le Monde* daté du 13 mai. Après avoir expliqué que la résolution américaine (et donc l'occupation de l'Irak) « constitue une base de départ », de Villepin se plaint de ce qu'« il y a dans le projet actuel l'idée de faire échapper l'autorité d'occupation à toute responsabilité juridique liée à l'exploitation pétrolière ». Quelles que soient les protestations humanitaires du gouvernement français, c'est de toute évidence moins le sort de la population irakienne que celui des contrats de Total qui le préoccupe.

tiel de sa carrière à s'occuper de terrorisme.

Mais quel ordre peut-il y avoir dans un pays où rien ne marche plus, où l'électricité ne fonctionne qu'un jour sur deux, et encore pour quelques heures seulement et pas partout, et où il n'y a toujours pas d'eau potable ? Qu'est-ce qui peut empêcher la colère de la population de monter face à ces forces d'occupation qui n'ont rien prévu et ne font rien pour reconstruire ce qu'elles ont détruit ? Au point même que le choléra en arrive à gagner les grandes villes du pays et que les médecins ne peuvent rien y faire, à la fois du fait de la pollution des eaux mais aussi parce que le matériel médical et les médicaments les plus élémentaires manquent.

Dans le sud du pays, le plus touché par la guerre, ce sont les forces intégristes chiites qui sont sans doute en train de capitaliser ce mécontentement, ne serait-ce que parce qu'elles ont été les premières à occuper le vide politique laissé par l'écroulement de Saddam Hussein.

À Nassiriya, à en croire la presse, l'ayatollah Mohamed Baker Al-Hakim, président du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (CSRI), a été accueilli triomphalement à son retour d'Iran, après 23 ans d'exil. Et son organisation a beau avoir été partie prenante des discussions avec Jay Garner en vue de la constitution d'une

« autorité irakienne consultative », l'ayatollah n'en a pas moins proclamé sa détermination à refuser de participer à un gouvernement qui serait imposé par les autorités d'occupation.

Alors que se passera-t-il si le mécontentement de la population venait à prendre un caractère explosif ? Les États-Unis se trouveront-ils face au seul choix de se tourner vers l'intégrisme chiite pour tenter de contenir la colère de la population pauvre ?

D'une certaine façon, ce ne serait d'ailleurs qu'une répétition de ce qui se passa en 1920 dans les débuts du mandat britannique et un autre aspect de la régression sociale résultant de cette dernière guerre impérialiste. À l'époque aussi, les occupants avaient provoqué une révolte de la population dans le sud et le centre du pays, non pas tant du fait de l'occupation elle-même que du fait de l'aggravation des conditions de vie qui en avait résulté – comme aujourd'hui. Et déjà à l'époque, après avoir noyé la révolte dans le sang, les colonisateurs anglais s'étaient appuyés sur les forces religieuses et tribales pour contenir la population pauvre. Mais en 1920, les ayatollahs ne prêchaient pas encore la république islamiste contre l'envahisseur américain.

François ROULEAU



UNE POUDRIÈRE EN FORMATION

En Irak même, tout indique que les dirigeants américains commencent à prendre conscience qu'ils ont affaire à une situation potentiellement explosive. C'est ce que pourrait laisser penser le remplacement de l'ex-général Jay Garner et de toute une partie de son équipe. Ce qui est reproché à Garner n'est pas, comme on l'a dit, d'avoir été trop lent à rétablir des conditions de vie normales pour la population – ce dont Bush se moque bien – mais de ne pas avoir su rétablir l'ordre. Ce n'est pas pour rien si Bremer, son remplaçant, bien qu'ancien diplomate, a passé l'essen-

LUTTE DE CLASSE N° 73 (mai-juin 2003) est parue

- L'Irak sous l'occupation
 - France
La « réforme » des retraites : vers une épreuve de force avec le gouvernement ?
 - Brésil
Quatre mois de gouvernement Lula : un bon début pour les capitalistes
 - Irlande du Nord
Les méthodes terroristes de l'État britannique
 - Tribune de la minorité
XV^e Congrès de la IV^e Internationale : vers une cinquième « sui generis » ?
- Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro



Israël

UNE FEUILLE DE ROUTE BIEN MAL PARTIE

Colin Powell, le représentant de Bush, s'est rendu en Israël pour promouvoir la « feuille de route », ce prétendu plan de paix concocté par le « quartette », c'est-à-dire les États-Unis, l'Union Européenne, la Russie et l'ONU, auprès des Israéliens et surtout des Palestiniens. Car c'est avant tout de ces derniers que Powell attend des « actions positives » quant à la lutte contre le terrorisme, qui serait à l'entendre uniquement l'œuvre des individus et des groupes palestiniens.

Qu'Israël accroisse ses colonies au détriment des terres et des villages palestiniens, qu'il s'empare des champs cultivés pour une quelconque raison de sécurité, souvent inventée pour la circonstance, qu'il détruise des maisons au seul motif qu'un membre d'une famille serait soupçonné d'activités terroristes ; que son armée tire sur tous ceux qui lui résistent, même une simple pierre à la main et fusent-ils des enfants, que ses

chars et ses hélicoptères de combat bombardent des camps de réfugiés pour atteindre « une cible », tout cela ne serait pas du terrorisme, du seul fait qu'il est mis en œuvre par un État.

Le terrorisme des Palestiniens n'est que l'expression de leur détresse face à l'oppression, à l'humiliation et aux spoliations dont ils sont victimes. Et ce terrorisme qui exprime leur désespoir ne pourra véritablement cesser qu'avec la fin des raisons qui l'ont fait naître. Pas plus Arafat dans le passé que le nouveau Premier ministre Abou Mazen aujourd'hui n'ont la possibilité d'empêcher ces actions des Palestiniens (certes injustifiables, en particulier quand ils s'en prennent aveuglément aux civils), qu'Israël et les États-Unis se bornent à cataloguer comme « terroristes », parce que c'est plus commode.

Alors que les injonctions faites aux Palestiniens ne sont pas négociables, ni même parfois discutables, les quelques faibles

sollicitations présentées à Sharon sont toujours présentées comme étant des éléments parmi d'autres dans la discussion. Cela permet au Premier ministre israélien de répondre d'emblée par la négative, entre autres sur le gel de la construction de nouvelles colonies, et même sur l'éventuelle extension de celles qui existent déjà.

Et il est tout de même symptomatique qu'aussitôt après que Powell eut quitté Israël, le gouvernement de Sharon ait lancé contre les Arabes israéliens la plus vaste opération de police qui ait jamais eu lieu à leur rencontre. Huit cents policiers s'en sont pris aux militants et sympathisants de la branche nord d'un mouvement islamiste agissant depuis fort longtemps en Israël même, l'accusant d'entretenir des relations avec des organisations terroristes basées en Cisjordanie et à Gaza. Et déjà des voix s'élèvent pour exiger l'expulsion des Arabes israéliens.

Arabie saoudite

L'ATTENTAT DE RIYAD

Le voyage du secrétaire d'État américain Colin Powell, au Moyen-Orient, ne lui laissera sans doute pas un goût de victoire. Le 12 mai, quelques heures avant son arrivée à Riyad, en Arabie saoudite, un triple attentat a frappé dans cette même capitale des résidences hébergeant des Occidentaux, faisant 24 morts, dont sept Américains et un Britannique, et laissant de très nombreux blessés dans les appartements entièrement soufflés par l'explosion.

« Nous intensifions la guerre contre le terrorisme », a aussitôt promis Colin Powell. « Nous trouverons les assassins », a renchéri Bush depuis Washington. Mais quelques semaines après la guerre en Irak, et alors que de toute évidence l'occupation du pays risque de ne pas être de tout repos pour l'armée américaine, cet attentat vient démontrer que c'est peut-être dans tout le Moyen-Orient que le contrôle de la situation risque d'échapper aux dirigeants américains. C'est évidemment le message que voulaient délivrer les organisateurs de l'attentat, qu'il s'agisse de l'organisation « Al Qaeda » comme l'ont aussitôt affirmé les dirigeants américains, ou d'autres.

Dans l'immédiat, cet attentat spectaculaire, qui a nécessité d'importants moyens et l'engagement de pas moins de neuf kami-

kazes, ne peut que renforcer la méfiance des États-Unis envers le régime et l'État d'Arabie saoudite, pourtant depuis si longtemps leur allié. Non seulement Ben Laden vient d'une riche famille du pays, mais quinze des dix-neuf kamikazes des attentats du 11 septembre 2001 étaient eux-mêmes saoudiens. Cette fois, les organisateurs de l'attentat de Riyad ont sans doute bénéficié de complicités au sein de l'appareil d'État saoudien, voire de protections à un niveau élevé du régime.

Les dirigeants américains étaient sans doute les premiers conscients de l'hostilité croissante à la présence de leurs troupes, qui stationnent depuis 1991 sur des bases saoudiennes. Le transfert en était d'ailleurs prévu dans deux semaines vers le Qatar. Et puis cette méfiance à l'égard de l'évolution possible de leur allié saoudien a également joué son rôle dans la préparation de la guerre en Irak, présentée comme un moyen de s'assurer dans la région un second allié, aussi riche en pétrole que plus est.

Mais voilà, il y a loin de la conquête relativement facile de l'Irak par les troupes américaines à l'instauration dans ce pays d'un régime qui soit un allié fiable des États-Unis. Et cependant cette guerre a certainement encore fragilisé les autres régimes arabes, à commencer par le royaume saoudien. Alors, au lieu des alliés sûrs

qu'ils recherchent, les États-Unis risquent de n'avoir que des appuis de moins en moins fiables, tant en Irak qu'en Arabie saoudite ou dans d'autres pays arabes.

Bien sûr, les méthodes utilisées par les organisateurs des attentats sont odieuses. Mais, surtout dans le contexte créé par la guerre en Irak, elles rencontrent sans doute la sympathie d'une grande partie de l'opinion, notamment en Arabie saoudite où, de l'avis général, le personnage de Ben Laden a acquis l'auréole d'un héros osant tenir tête aux États-Unis. L'attentat de Riyad ne peut qu'apparaître comme une vengeance, en petit, contre le terrorisme d'État que l'armée américaine a déchaîné pendant un mois, à coups de bombardements massifs, contre la population civile irakienne. Et cette approbation d'une partie de l'opinion arabe signifie qu'Al Qaeda – ou d'autres – n'auront sans doute aucun mal à recruter des candidats kamikazes pour d'autres attentats.

Bush a promis de mener jusqu'au bout la « guerre contre le terrorisme ». Elle sera décidément sans fin, car c'est la politique même de l'impérialisme américain, son agressivité, son arrogance, son avidité à contrôler les richesses de tout le Moyen-Orient, qui nourrit celui-ci.

André FRYs



AFP

La reconstruction de l'Irak UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES

Le gouvernement américain ne s'est pas contenté d'envoyer des militaires par milliers pour occuper le territoire irakien après l'avoir détruit sous des tonnes de bombes. Sur les talons de Jay Garner, vieux général à la retraite proclamé gouverneur de l'Irak par Bush, se sont précipités une myriade de financiers, d'hommes d'affaires et de négociants en tout genre. La reconstruction se présente en effet comme une opportunité de profits juteux pour les entreprises américaines.

Ces dernières n'entendent pas partager ce pactole avec qui que ce soit, pas même le petit allié britannique. D'ores et déjà la société américaine Betchel s'est assuré sans coup férir un énorme contrat de reconstruction. Cette société est renommée pour sa générosité fidèle à l'égard du Parti Républicain, le parti de George Bush. C'est ce qui s'appelle renvoyer l'ascenseur.

Pour faciliter la tâche de tous les affairistes américains, deux conférences se sont déjà tenues à Washing-

ton. Elles affichaient franchement les intentions et les appétits des participants ; y étaient étudiés « le rôle du secteur privé dans la reconstruction de l'Irak » et les « opportunités » offertes aux entreprises. Derrière la façade de discussions académiques, il s'agissait très pratiquement de mettre en contact des entreprises concurrentes et des agences de lobbying se proposant de les conseiller et de leur faciliter les démarches auprès de l'administration américaine, entre autres l'incontournable département de la Défense.

Le droit de participer à l'une de ces réunions coûtait la bagatelle de 595 dollars, soit un peu moins en euros. Une bien faible mise en fait pour jouer à une loterie offrant en lots des contrats dont la somme totale pourrait atteindre 60 milliards de dollars en quatre ans.

Dans cette société fondée sur le profit généré par l'exploitation du travail humain, la guerre aussi est une bonne affaire.

A. V.

Pologne

LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS EN CHUTE LIBRE

La Pologne devrait dans peu de temps devenir membre de l'Union Européenne (UE), à condition que le référendum qui doit se dérouler dans ce pays lors du week-end de la Pentecôte ne réserve pas quelque surprise.

Elle a même eu droit, en récompense de sa fidélité à Busch en ce qui concerne l'Irak, aux attributs symboliques d'une grande puissance en se voyant confier la « stabilisation » de la zone nord de l'Irak. Cela risque fort de se révéler un cadeau empoisonné pour les troupes polonaises, et cela fait d'ailleurs plutôt sourire parmi la population, qui se souvient que la Pologne a disparu tout un temps de la carte de l'Europe, et qu'à part élargir de temps en temps ses propres confins, elle n'a jamais possédé de colonies. On a ainsi vu dans la presse ce commentaire d'un universitaire polonais : « Notre naïveté fait de nous l'âne de Troie des Américains en Europe »...

Mais, même si la Pologne, géographiquement, et peut-être politiquement demain, fait partie de l'Europe, les conditions de vie de sa population travailleuse montrent bien, Europe ou pas, que l'exploitation des travailleurs prend dans ce pays des formes encore plus dures.

La misère dans laquelle une partie de la population s'enfoncé est de plus en plus visible. La mendicité se développe, et il n'est pas rare de voir dans les cafés passer des gens âgés qui demandent discrètement de l'aide pour vivre.

La télévision, en France, avait montré il y a quelques mois l'accident qui avait eu lieu dans les mines de la région de Walbrzych, où des gens continuaient à aller chercher du charbon dans des mines fermées. Ces « mines sauvages » continuent à être exploitées ainsi, pour pouvoir se chauffer pour certains, pour gagner un peu d'argent en vendant du charbon pour d'autres. Un autre accident a fait de nouvelles victimes, en février dernier, dans la même région.

Le chômage atteint 20 % de la population active et est indemnisé par une allocation qui ne permet pas de vivre. Qui plus est, cette allocation est versée par les régions, et selon que la région est estimée comme offrant des emplois ou

pas, la durée d'indemnisation varie, un an étant le maximum. Au-delà d'un an de chômage, les chômeurs ne touchent plus rien, et on estime aujourd'hui que quatre chômeurs sur cinq ne touchent aucune indemnité. Un énorme secteur de travail au noir se développe.

Les trafics se développent aussi, comme celui de l'essence, dont le prix à la pompe est le même qu'en France. Certains achètent de l'essence moins chère, qui provient de Russie, d'Allemagne ou d'autres pays de l'Est, et la presse a récemment relaté que des grossistes vendaient à des pompistes du fuel, moins taxé, à la place du gazole. On mesure aussi l'ampleur de ce trafic, qui selon la presse polonaise met en cause des douaniers et des notables, au fait qu'en 1999 il se consommait dans le pays 5,5 millions de tonnes de carburant

acheté à la pompe pour un parc automobile de 14 millions de voitures, alors qu'en 2002 pour un parc de 15 millions de véhicules il n'avait été consommé, selon les chiffres officiels, que 4 millions de tonnes.

Les plans de licenciements se multiplient. TPSA, l'opérateur polonais de téléphone, avait 70 000 salariés. Privatisé et passé sous la coupe de France Télécom, TPSA a maintenant 30 000 salariés de moins. La fermeture de nouvelles mines de charbon a été annoncée cet automne. Devant l'émoi suscité, cette décision a été suspendue à une expertise, dont les résultats seront connus après le référendum sur l'entrée dans l'UE. Un tiers des lignes des chemins de fer polonais doivent être fermées, pour l'essentiel des lignes locales de régions rurales, et en Pologne, le statut des fonctionnaires ne

les protège absolument pas des licenciements.

Un nouveau code du travail a été mis en place, qui permet d'employer quelqu'un en contrat à durée déterminée sans limites, alors que la précédente législation prévoyait qu'un salarié employé deux fois de suite au même poste en CDD devait être employé ensuite en contrat à durée indéterminée. Le salaire minimum, qui est celui de beaucoup de travailleurs, est de 500 zlotys (environ 125 euros). Et pour la plupart des salariés, même à un niveau un peu supérieur, le salaire est totalement englouti par la nourriture, et surtout le loyer, les charges, l'électricité, qui ont énormément augmenté.

Se soigner est devenu un problème. Les baisses des remboursements s'étant mul-

tipliées, les dépenses de santé ne sont plus remboursées à 100 % que pour les maladies très graves, comme un infarctus ou un cancer, à 60 % ou 30 % pour d'autres, et pas du tout pour des maladies courantes comme une grippe ou une angine. De plus, les médicaments polonais ont souvent été remplacés par des médicaments allemands, français ou américains, beaucoup plus chers. Résultat : il n'y a plus personne dans les pharmacies, où s'étalent en vitrine des publicités pour Nurofen, Niquitine, Roc et autres...

En 1989, il y a 14 ans, le « passage à l'économie de marché » apparaissait comme un rêve de prospérité. Devenu réalité, pour beaucoup il est plus proche du cauchemar.

Nelly MEYER

Tchéchénie

LA SALE GUERRE DE POUTINE CONTINUE

Lundi 12 mai, un attentat a fait au moins trente morts et soixante-dix blessés en Tchéchénie. Un camion bourré d'explosifs est venu se jeter sur le siège de l'administration régionale et des services de sécurité, à Znamenskoe, tout au nord de la république sécessionniste, à proximité immédiate de la frontière russe.

Ce nouveau coup de force des indépendantistes tchéchènes est une gifle pour les autorités russes. Particulièrement pour le président Poutine qui, fort du récent référendum truqué qu'il avait emporté sans peine en Tchéchénie il y a moins d'un mois, s'était empressé d'annoncer sur toutes les chaînes de télévision et de radio que la guerre était finie, la paix revenue et que les Tchéchènes voulaient faire partie de la Fédération de Russie.

Poutine est bien placé pour savoir que personne, ni les

chefs des bandes armées tchéchènes, indépendantistes et autres, ni l'armée russe ne s'intéresse à l'avis de la population locale. Pour les uns comme pour les autres, elle n'est qu'un enjeu de cette guerre, une proie à rançonner, piller, arrêter, torturer et massacrer. Sur ce terrain, aussi ignobles et sans scrupules que soient les seigneurs de la guerre-gangsters tchéchènes, ils apparaissent sans doute, malheureusement, comme un pis-aller aux yeux des habitants de la région qui sont victimes, depuis des années, des crimes à grande échelle de la soldatesque du Kremlin.

En tout cas, pour avoir pu organiser et perpétrer un tel attentat, dans une région que le Kremlin se vantait d'avoir pacifiée pratiquement depuis le début de cette seconde guerre de Tchéchénie (fin 1999), une région en outre fortement peuplée de Russes, il faut que les terroristes aient disposé de nombreuses complicités dans la population. Il faut aussi qu'ils y aient trouvé des gens, probablement des

jeunes, prêts à tout, y compris à laisser leur vie en s'en prenant à un des objectifs les mieux protégés, dans l'espoir de se venger des horreurs que les forces militaires d'occupation infligent à la population locale.

Celle-ci n'a rien de bon à attendre de groupes qui prétendent la défendre au nom d'un nationalisme, souvent teinté de fondamentalisme religieux, qui couvre bien mal les rackets et trafics en tout genre dont se nourrissent les chefs de ces gangs. Mais la population tchéchène, qui ne peut qu'aspirer à vivre en paix après bientôt dix ans de tueries, a eu amplement le temps de se faire une opinion sur ce que les dirigeants russes pouvaient lui offrir en la matière.

La prétendue paix dont parle Poutine, c'est, au mieux, la poursuite de la mise en coupe réglée de la population par les cadres de son armée et d'une administration locale pro-russe corrompue ; au pire, la même chose doublée de l'instauration d'un régime obscurantiste sous l'égide de

l'imam (pro-russe et ancien soutien des nationalistes dans la première guerre de Tchéchénie, entre 1994 et 1996) que le Kremlin a déjà choisi pour présider « démocratiquement » la petite république.

Alors, officiellement terminée ou pas, la sale guerre de Poutine continue.

Cela ne fait évidemment pas l'affaire de ce dernier car il aurait aimé pouvoir se présenter en vainqueur-pacificateur, alors qu'approchent des élections législatives (prévues en décembre dans toute la Russie) où les instituts de sondage donnent perdant le parti du président et que, dans la foulée, doit se tenir l'élection présidentielle russe. Mais l'ancien chef de la police politique (KGB) et actuel président russe a toujours la ressource de faire, à l'échelle de tout le pays, ce qu'il a fait en avril lors du référendum sur le rattachement de la Tchéchénie à la Fédération de Russie : bourrer les urnes et trafiquer les listes électorales.

Pierre LAFFITTE



Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin (week-end de la Pentecôte) **La fête de Lutte Ouvrière** À Presles (Val-d'Oise)



Cette année, la fête de Lutte Ouvrière reprend sa durée normale de trois jours, que lui connaissent bien ceux qui sont déjà venus à ce rendez-vous annuel de fraternité et de détente, après l'intermède de 2002 où, du fait de la campagne électorale, nous l'avions limitée à une seule journée.

Dans le vaste parc où se tiendra la fête, des centaines de stands vous attendront pour vous proposer des spécialités

culinaires de toutes les régions et de nombreux pays, des jeux et des animations variées. Des expositions politiques et scientifiques, des montages audiovisuels, des débats animés par des personnalités ou par des groupes militants, le forum du livre et plusieurs librairies solliciteront les flâneurs et les curieux. Des spectacles, il y en aura pour tous les goûts entre la grande scène, le petit théâtre, Jazz City, le cabaret et

la guinguette. Des musiciens et des artistes animeront également les allées de la fête. Enfin, deux cinémas, gratuits et permanents, vous proposeront une sélection de films récents.

La fête, c'est aussi celle des enfants. Une crèche accueillera les plus petits. Les autres pourront se retrouver à la « Place aux jeunes » où différentes activités leur seront proposées. Enfin, grâce à la

« carte orange », ils pourront faire le tour des stands de jeux.

La fête sera aussi l'occasion, pour tous ceux qui le souhaitent, d'échanger des idées et de débattre, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière afin de mieux connaître nos objectifs et ce que nous faisons pour les atteindre. En outre, seront présents cette année encore de nombreux groupes politiques (en particulier dans la « Cité politique »), dont les

opinions sont parfois très différentes des nôtres. Car justement, le débat démocratique a toujours été une caractéristique de notre fête.

Enfin, notre camarade Arlette Laguiller fera une allocution sur la grande scène chaque jour de la fête : le samedi vers 17 heures, le dimanche et lundi vers 15 heures.

A bientôt à tous !

Programme

au grand podium

• samedi

SABAYO

Chansons engagées

CLARIKA

Auteur Chanteuse Compositeur

CHANSON PLUS BIFLUORÉE

« Pour de vrai, pour de rire »
Humour musical

• dimanche

GILBERT LAFFAILLE

Piano-voix

CharlElie

dans son nouveau récital
« 109 show »

BONGA

Une des grandes voix du continent africain dont la musique est à la croisée des sonorités angolaises, capverdiennes et latino-américaines.

• lundi

LES FATALS PICARDS

Rock festif rigolo

JEAN-JACQUES

MILTEAU QUINTET

Blues

LA CONTRABANDA

Salsa

au théâtre de verdure

• samedi :

THE JONES Rock progressif

MAM Musique du monde Jazz

CABARET BRECHT en V.O. Sous-titrée

HEINE'KEN Chanson française

• dimanche :

LA COMPAGNIE JOLIE

MÔME dans le spectacle de chansons Rouge Cœur,

SERVICE PUBLIC Travailleurs-chanteurs de la RATP,

MUZ'NOUCH Chanson tzigane musette

KARLI New rock

• lundi :

MIDNIGHT JOKERS

Standards rock des années 70

TRI LUERN GLAZ

Trad'rock celtique

KARAVAN Jazz manouche

Egalement parmi nous pour animer la fête :

LES TROUBADOURS DE BARBARIE

L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT et un spectacle permanent sur la scène de la Guinguette



LUSAFRICA

A Jazz City

Jazz City est une scène de concert dédiée au jazz, au blues et à leurs dérivés. Comme les autres scènes de la fête, elle propose un spectacle permanent et présente des musiciens s'exprimant dans différents styles.

On y trouve aussi un stand qui vend des brochures, des livres, des CD. Enfin, le

dimanche et le lundi matin, on y propose un copieux petit déjeuner à l'américaine, servi en musique.

Au programme de cette année, on peut déjà annoncer les groupes des saxophonistes Jef Sicard, Richard Raux et Daniele Vigilucci ainsi que le grand orchestre du 15^e.

CHAPITEAUX SCIENTIFIQUES

• Un vaste chapiteau est consacré à plusieurs expositions scientifiques. En outre, il abritera une librairie consacrée à la vulgarisation scientifique, et des exposés faits par nos invités, spécialistes connus, ou pas encore, dans des domaines aussi variés que la paléontologie et

la chimie de la cuisine, l'astronomie et les maladies génétiques.

• « Les grandes épidémies, de la peste noire au SRAS », tel est le sujet dont les spectateurs du manège « Science, on tourne », pourront faire le tour, au sens propre, sans quitter leur siège.

Achetez maintenant votre carte d'entrée et faites des économies !

Achetée à l'avance, auprès de nos militants (ou en nous écrivant : Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 - chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière), la carte d'entrée

coûte 8 euros et est valable les trois jours. Sur place, elle sera vendue 12 euros pour les trois jours.

Si vous achetez à l'avance des bons d'achat, vendus 8 euros (jusqu'au 25 mai), ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 euros dans l'enceinte de la fête. Soit une économie de 20 %. A ne pas manquer !

Pour se rendre à la fête

Le plus simple est de s'y rendre en autocar.

ATTENTION !

Depuis Paris, le départ ne peut plus se faire au même lieu que les années passées. Il se fera désormais **au métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13)**. On peut donc venir jusque-là en métro (ou en voiture), puis prendre l'une des navettes gratuites qui conduisent à l'entrée même de la fête.

Le train (payant), depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles, vous dépose à environ 900 mètres de la fête.

Rendez-vous de départ des cars de province

La fête de Lutte Ouvrière est également un rassemblement national de nos camarades, amis et sympathisants. Des cars et des trains leur permettent de se rendre à Presles à partir de leur région. Nous annoncerons ici les rendez-vous de départ au fur et à mesure qu'ils seront connus. Tous les départs annoncés dans cette première liste ont lieu le samedi 7 juin (sauf mention spéciale).

• Bretagne

Brest : 4 h 30, Gare SNCF

Lanester : 5 h 00, place de l'Aulne

Rennes : 7 h 30, parking métro Poterie

Saint-Brieuc : 6 h 00, place de la Liberté

• Centre

Tours : 7 h 45, Gare routière

• Pays de Loire

Angers : 7 h 30, place de La

Rochefoucauld

Le Mans : 8 heures, jet d'eau, place des Jacobins

Nantes : 7 h 00, parking Haluchère

Saint-Nazaire : 6 h 00, parking Gare SNCF

• Poitou-Charentes

Châtellerauld : 6 h 30, devant la mairie

Poitiers : 6 h 00, aux Arènes (Parc des Expositions)

• Auvergne

Clermont-Ferrand : 7 heures,

Gare routière

• Nord-Pas-de-Calais

Lille : samedi 7 juin à 7 heures et 9 heures, métro Ported'Arras ; dimanche 8 juin à 7 heures, métro porte-d'Arras

Dunkerque : samedi 7 juin à 8 heures, parking du stade Tribut ; dimanche 8 juin à 6 heures, parking du stade Tribut

Rhône

Lyon : 5 h 30, angle boulevard Ambroise-Paré et rue Laënnec